

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'occasion manquée (*Boris Souvarine.*) — Lénine (*Karl Radek.*) — L'Internationale Communiste et le Parti Communiste italien (*G. Zinoviev.*) — 7.000 arrestations d'ouvriers en Italie (*H. Terracini.*) — Lausanne et la Ruhr (*Lozovsky.*) — La France avant l'occupation de la Ruhr (*E. Varga.*) — Vie des révolutionnaires (*Victor Serge.*)

« 1905 » (*L. Trotsky.*) — Entre Essen et Francfort (*Jacques Sadoul.*) — Le Congrès du Parti ouvrier norvégien (*V. Kolarov.*) — ILLUSTRATIONS : Léon Trotsky en 1913 ; Boukharine et Prébrazjensky (dessin de *Denis*) ; Léon Trotsky-Saint-Georges (dessin de *Denis*). — Bibliothèque Communiste.

L'occasion manquée

LES socialistes et les syndicalistes réformistes viennent de manquer une belle occasion de confondre leurs ennemis communistes et de se montrer comme des serviteurs du prolétariat. La Conférence de Francfort s'est tenue sans eux.

On sait les raisons invoquées par eux pour justifier leur désertion. La première est qu'ils ne veulent pas « être manœuvrés » par les communistes. La seconde, qu'ils ne sauraient prendre part à une Conférence interdite par un gouvernement bourgeois.

Sur la « manœuvre » communiste, les Conseils d'usines d'Allemagne ont adressé aux dissidents une réponse qu'ils ont soigneusement tenue cachée, mais que l'*Humanité* publie. Les Conseils d'usines allemands montrent sans peine quelle part de leur initiative revient aux communistes et quelle part repose sur les social-démocrates et les indépendants. Il faut croire que la lettre de la *Commission des 23* gêne singulièrement le parti socialiste puisque l'organe de celui-ci s'abstient d'y faire allusion.

Quant à la peur d'enfreindre un décret du pouvoir bourgeois, elle est si répugnante qu'on rougirait de la dénoncer plus longuement. Celui qui n'a pas craint de la proclamer n'est pas près d'effacer le discrédit qui s'attache aux héros de son espèce.

Les arguments de ces messieurs sont si misérables que l'on aperçoit déjà le moment où ils seront hors d'usage. Il faudra trouver autre chose. Les communistes n'ont qu'à persister dans leurs raisons, qui sont tirées de l'intérêt

constant du prolétariat. Mais les dissidents socialistes et les scissionnistes syndicaux devront recourir à de nouveaux prétextes de dérobade. Le jour approche où les propositions d'action commune, au lieu de venir des communistes, ou de comités mixtes comme cette *Commission des 23* qui comprend des délégués de plusieurs partis, surgiront de la masse ouvrière elle-même, de ses organisations de défense économique, sans considération politique aucune, sous la pression irrésistible de l'intérêt de classe des travailleurs. Ce jour-là, comment crier à la « manœuvre » communiste ? Le moment approche où aucun groupe ouvrier, si arriéré soit-il, n'admettra que ses représentants aient peur de tenir à Francfort une conférence interdite à Cologne, alors qu'il est à la portée de tous de passer outre aux interdictions de cette sorte. (Et quand bien même il y aurait quelques risques ?)

Les communistes ne se faisaient aucune illusion, ne s'attendaient pas à voir leurs ennemis réformistes se transformer soudain en ennemis du régime qu'ils prétendent améliorer. Nous savons bien que le front unique de combat étant commandé par l'intérêt vital de la classe ouvrière, les réformistes s'y refuseront tant qu'ils pourront trouver des échappatoires. Mais nous ne cesserons pourtant de les y inviter, afin qu'il soit bien clair pour les ouvriers que les réformistes portent seuls la responsabilité des défaites ouvrières.

Notre parti est toujours prêt à participer à toute lutte entreprise dans l'intérêt du prolétariat. Il saisira toute occasion propice à l'organisation d'un front ouvrier unique pour en

préconiser la formation, et il se rangera à toute initiative du même ordre pourvu qu'elle émane d'un groupement ouvrier ayant quelque importance. Il ne redoute la comparaison d'aucun autre parti, dans la lutte. Au contraire, il la recherche. Après cela, qu'on l'accuse d'être responsable des divisions ouvrières imputables seulement aux reniements et aux trahisons des chefs réformistes, autant en emporte le vent.

Notre tactique est claire. Conçue et pratiquée par le Parti Communiste russe, puis par l'Internationale Communiste, elle a fait ses preuves. Elle gagne et gagnera chaque jour des approbations dans la classe ouvrière, jusqu'à conquérir la majorité. Elle triomphera parce qu'elle s'inspire exclusivement de l'intérêt du prolétariat, qui doit tôt ou tard s'imposer.

En refusant de participer à la Conférence de Francfort, le Parti socialiste et la C. G. T. se sont diminués. En y participant, le Parti Communiste et la C. G. T. U. se sont grandis. Preuve que la tactique est bonne. Si les réformistes avaient suivi notre exemple, s'ils étaient accourus à leur poste de responsabilités, ils eussent restauré leur prestige prolétarien et concouru à une action utile à la classe ouvrière, ce qui est l'essentiel. Preuve que la tactique est bonne en tout état de cause. Les communistes ne tiennent nullement au monopole de l'action effective contre le capital ; notre parti, selon l'immortelle parole de Marx, *n'a pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière*, et tout ce qui sert celle-ci lui est sacré.

Certains camarades ont défendu maladroitement la tactique du front unique — il y a un an de cela — en enfermant les réformistes dans un dilemme arbitraire : repousser l'action commune et ainsi se discréditer, ou y participer et trahir pendant la lutte, c'est-à-dire se discréditer encore. Ce n'est pas ainsi que l'Internationale communiste concevait les choses, ni que notre parti dans son ensemble les a considérées. Nous envisageons parfaitement des conjonctures où les réformistes, poussés par la fraction retardataire des ouvriers qui les soutient, participeraient loyalement, donc efficacement à l'action commune. Dans ce cas, ils renforceront leur autorité devant la classe ouvrière, ce qui ne nous gêne en rien : car en même temps, ils auront contribué à une progression du mouvement ouvrier, ce qui importe par-dessus tout.

Il faut avoir l'esprit obtus pour voir dans notre méthode un quelconque « machiavélisme ». Notre méthode est si droite qu'elle peut s'affirmer au grand jour. Elle consiste à inciter, à pousser les inactifs à l'action, à participer avec eux à l'action, à entraîner ainsi les masses à l'action. *Un pas en avant vaut mieux qu'une douzaine de programmes* : dans cet aphorisme de notre maître tient le secret de notre « machiavélisme », de nos « manœuvres ».

Les social-traitres à court d'arguments se plaignent d'être maltraités par nous. Espé- raient-ils, en cultivant leur trahison, recevoir des compliments ? Leur attitude d'aujourd'hui prolongeant leur attitude de guerre ne peut leur valoir que la même haine et le même dégoût qu'ils ont su inspirer depuis 1914. Il dépend d'eux seulement de se réhabiliter. Mais loin de se laver de la honte dont ils se sont couverts pendant la guerre impérialiste, ils s'y complaisent et s'y vautrent. Ils se sont solidarisés avec les bourreaux du prolétariat de tous les pays. Ils font cause commune avec les pires ennemis de la révolution sociale. Ils préparent la fusion des Internationales de Londres et de Vienne. Ainsi, leur parti sera une section du grand parti mondial des contre-révolutionnaires à étiquette social-démocratique. Leur parti sera le parti de Noske, d'Ebert, de Scheidemann, des assassins de Rosa Luxembourg, de Karl Liebknecht, de Ioguchès, de l'élite du prolétariat de Berlin, de Munich, de la Ruhr, massacrée avec une cruauté qui n'était pas prévue dans le programme d'Erfurt. Leur parti sera celui de ces « socialistes-révolutionnaires » et mencheviks russes qui ont appelé dans leur pays les envahisseurs impérialistes, qui ont confié aux gouvernants d'Angleterre, de France, du Japon, de Pologne, de Roumanie, le soin de venger à coups de canons et de mitrailleuses leur défaite d'Octobre. Leur parti sera celui de ces « socialistes » polonais qui se sont faits les auxiliaires de l'aventurier Pilsudsky, grand massacreur de juifs en Ukraine et emprisonneur de communistes en Pologne. Leur parti sera celui de ces « social-démocrates » et « syndicalistes » hongrois qui se sont faits les fournisseurs de l'armée de Franchet d'Espérey en Hongrie et qui ont planté les gibets auxquels nos camarades communistes ont été pendus par milliers. Leur parti sera celui de ces « travaillistes » anglais qui regardent impassiblement les exécutions de grévistes dans le Rand sud-africain et de protestataires dans le Bengale et le Lahore. Et ils nous reprochent nos morts quand nous avons à leur rappeler leurs crimes !

Nous suivrons sans en dévier notre ligne, tracée par une expérience qui a coûté cher au prolétariat : en aucun cas, les communistes ne renonceront à leur droit de critique et il dépend de leurs ennemis seuls que ce droit s'exerce avec plus ou moins de violence. Le jour où les réformistes seront, bon gré mal gré, engagés dans une action prolétarienne, ils auront droit à une considération que nous leur refuserons jusque-là.

Il a plu aux gens de Londres, d'Amsterdam et de Vienne de laisser passer l'occasion que la Conférence de Francfort leur offrait de trouver un regain d'autorité socialiste. Quant à nous, nous ne laisserons échapper aucune occasion de les placer dans le dilemme : justifier leur étiquette ou la discréditer.

Boris SOUVARINE.

LÉON TROTSKY en 1913



Cette photographie de l'auteur de "1905" a été prise à Vienne, un an avant la guerre.

LÉNINE, par Karl RADEK

Nos amis liront certainement avec le plus vif intérêt et une grande émotion l'article ci-dessous, écrit par Karl Radek à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation du Parti Communiste russe; quelques jours avant la rechute de notre chef, Lénine. La maladie contre laquelle lutte le fondateur du Parti bolchevik et de l'Internationale Communiste, l'homme qui incarne absolument l'esprit de la révolution prolétarienne, — donne un caractère d'urgente actualité à cet écrit magistral.

Comme tout dans la nature, Lénine est très certainement né un jour, a grandi, s'est développé. Quand Vladimir Ilitch me vit naguère feuilleter le recueil nouvellement paru de ses articles de 1903, un sourire rusé éclaira son visage et il me dit avec un petit rire : « Il est très intéressant de lire quels imbéciles nous étions ! » Mais je n'ai pas l'intention de comparer ici la forme du crâne de Lénine à 10, 20 et 30 ans avec celle du crâne que nous voyons luire maintenant aux séances du Comité Central du Parti ou du Conseil des Commissaires du Peuple. Il sera question ici du chef Lénine, et de l'homme.

Pierre Borissovitch Axelrod, le père du menchevisme, qui exècre Lénine de toute son âme — et l'on peut étudier sur lui comment l'amour se transforme en haine — me racontait, dans une des philippiques enragées qu'il m'assénait pour me convaincre de la nocivité du bolchevisme, et en particulier de Lénine, comment Lénine arriva pour la première fois à l'étranger, comment ils firent de communes promenades et de communes baignades : « Je sentais alors, disait Axelrod, que j'avais affaire à un homme qui serait le chef de la révolution russe. Ce n'était pas seulement un marxiste instruit — il y en avait beaucoup. Il savait puissamment ce qu'il voulait et comment il le ferait. Il sentait la terre russe. »

P.-B. Axelrod, politique déplorable, ne sent pas la terre. C'est un raisonneur en chambre dont la tragédie est d'avoir imaginé, à l'époque où il n'y avait pas de mouvement ouvrier en Russie, comment ce mouvement devrait se développer. Et quand le mouvement se développa autrement, P.-B. Axelrod en fut mortellement offensé. Il crie encore à l'enfant désobéissant. Mais l'homme remarque souvent fort bien chez autrui ce qui lui manque à lui-même et Axelrod saisissait avec beaucoup de finesse les qualités qui allaient faire de Lénine un chef.

Un chef de la classe ouvrière doit absolument embrasser toute l'histoire de sa classe. Il doit la connaître comme les grands chefs d'armées mo-

dernes, dont le propre est de vaincre avec la moindre dépense de forces, doivent connaître l'histoire de la stratégie. Celle-ci n'est pas un recueil de formules, parce que rien ne s'y répète. Mais l'étude en assouplit l'esprit du chef d'armée, le rend capable d'apercevoir des dangers et des possibilités que ne verrait pas un chef improvisé, empirique. L'histoire du mouvement ouvrier ne nous dit pas ce qu'il faut faire, mais nous permet de comparer notre situation à différents mouvements décisifs du passé et de mieux apercevoir ainsi les dangers et les problèmes du présent. Or, on ne peut pas connaître l'histoire du mouvement ouvrier sans entrer dans les détails de celle du capitalisme, de son mécanisme, de toutes ses manifestations économiques et politiques.

Lénine connaît la théorie du capitalisme comme peu de disciples de Marx. Ce n'est pas chez lui une connaissance des textes. A ce propos, notre camarade Riazanov pourrait lui rendre des points. Lénine a repensé, comme personne, la théorie de Marx. Ouvrez la petite brochure sur nos discussions de la question syndicale, dans laquelle il fulmine contre Boukharine, coupable à ses yeux de syndicalisme, d'éclectisme et d'autres péchés capitaux (quand Vladimir Ilitch fulmine contre quelqu'un, il ne manque jamais de diagnostiquer chez son adversaire toutes les maladies énumérées dans un vieux bouquin de médecine qu'il révère). Dans cette petite brochure de polémique, une page est consacrée à la distinction de la dialectique et de l'éclectique. On ne la cite dans aucun recueil d'articles sur le matérialisme historique. Elle contient cependant plus de substances que de longs chapitres d'ouvrages volumineux. Lénine s'est assimilé la théorie du marxisme et l'a repensée mieux que quiconque pour la raison qu'il l'a étudiée dans le même but que Marx l'a créée.

Le vieux Mehring écrivit jadis une notice bibliographique sur un livre consacré à Feuerbach par un auteur russe dont le nom ne me revient pas. Pourquoi, se demandait Mehring, un Allemand n'aurait-il pas pu écrire ce livre-là ? Et il répondait : « Parce que les Allemands ne se donnent pas pour but de transformer tout l'ordre social et politique de l'Allemagne. Ils ont perdu l'intuition et l'intelligence des systèmes philosophiques qui traduisent la tendance vers cette transformation totale. Mais en Russie elle est à l'ordre du jour. » Lénine est entré dans le mouvement comme l'incarnation de cette volonté de révolution et il a étudié le marxisme, étudié le développement du capitalisme et du socialisme, du point de vue de leur signification révolutionnaire.

Plekhanov fut aussi un révolutionnaire, mais ne fut pas un homme de volonté et quelle que soit l'énorme importance de son enseignement, il ne

put apprendre à la révolution qu'une algèbre et non une arithmétique. Il devait lui-même, l'histoire l'a montré, perdre la tête devant les opérations arithmétiques élémentaires de la révolution russe. Il enseigna davantage des doctrines élaborées qu'il ne lutta lui-même dans le domaine de la pensée. On voit d'ici comment Lénine théoricien devint Lénine politique.

Le marxisme l'a rattaché à la stratégie générale de la classe ouvrière et l'a aussi mis, de la façon la plus concrète, en présence du problème stratégique assigné à la classe ouvrière russe. On pourrait dire qu'à l'école militaire Lénine ne se borna pas à étudier Clausewitz, Jomini et Moltke mais étudia surtout le théâtre des opérations futures du prolétariat russe. Tout le génie de Lénine est dans sa liaison intime avec son champ d'activité.

J'examinerai une autre fois pourquoi une intelligence aussi vaste que celle de Rosa Luxembourg ne comprit pas que Lénine avait raison dès la naissance du bolchevisme. Je ne puis donner ici que les résultats de mes réflexions. Rosa Luxembourg ne comprenait pas les particularités économiques et politiques de la lutte du prolétariat russe et combien elles étaient différentes de la situation faite au prolétariat de la Pologne et de l'Europe occidentale. C'est ce qui l'amena en 1904 au menchevisme.

Dans la perspective historique le menchevisme a été la politique de l'intelligence petite-bourgeoise et des éléments prolétariens les plus embourgeoisés. Au point de vue de la méthode le menchevisme fut une tentative d'implanter en Russie la tactique du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale. Quand on lit les articles d'Axelrod ou de Martov sur le développement autonome de la classe ouvrière on est extrêmement séduit comme quiconque s'est formé à l'école du mouvement ouvrier européen.

Je me souviens que, me mettant au courant de la polémique des social-démocrates russes pendant la première révolution, ne connaissant pas la réalité russe, je ne pouvais pas comprendre qu'on pût contester des vérités aussi premières. Mais le plan mirifique du menchevisme ne manquait que des conditions d'application et l'histoire a prouvé que les propos des mencheviks sur l'autonomie du mouvement ouvrier n'étaient en réalité que propos sur la prétendue nécessité de soumettre le mouvement ouvrier russe à la bourgeoisie.

Rien n'est plus édifiant que de lire aujourd'hui les débats sur le fameux article I des statuts du Parti social-démocrate russe qui détermina la scission entre mencheviks et bolcheviks. Combien paraissait alors sectaire l'exigence formulée par Lénine de ne considérer comme membre du Parti que les membres de l'organisation illégale ! En réalité Lénine s'opposait à ce que la politique du Parti ouvrier fût faite par de piètres intellectuels.

A la veille de la première révolution, tout médecin et avocat mécontent lisait Marx et se considérait comme social-démocrate, quoique n'ayant

jamais qu'une âme de radical. Même en entrant dans l'organisation illégale, même en rompant avec la vie bourgeoise beaucoup d'intellectuels restèrent, comme le prouva par la suite l'expérience, au fond de l'âme, des libéraux. En tous cas, l'admission exclusive dans les cadres du Parti de ceux qui acceptaient tous les risques de la participation à l'organisation illégale diminuait pourtant le danger bourgeois dans le Parti ouvrier, donnait au courant révolutionnaire prolétarien la possibilité de s'ouvrir un chemin dans les organisations du Parti dont les cadres restaient composés dans une appréciable mesure, d'intellectuels. Seulement pour le comprendre, pour provoquer sur ce point la scission du Parti, il fallait tenir à la réalité russe par autant de liens que Lénine, marxiste russe, révolutionnaire russe.

Ce n'était peut-être pas tout à fait clair en 1903-1904 aux yeux de quelques bons marxistes. La clarté se fit quand P.-B. Axelrod commença à substituer à l'action du prolétariat russe contre la bourgeoisie sa fameuse campagne des *Zemstvos* c'est-à-dire la participation des prolétaires aux banquets de la bourgeoisie libérale dans le double but de contempler le bourgeois pour se pénétrer de la haine de la classe ouvrière qu'en dehors des banquets les travailleurs ne peuvent évidemment pas voir ; et de convaincre les capitalistes de la nécessité de servir les intérêts généraux de la nation.

Par sa manière aussi de connaître la réalité russe Lénine se distingue de tous ceux qui ont voulu régner sur l'âme du prolétariat russe. La réalité russe il la voit et la sent autant qu'il la connaît. A tous les tournants de l'histoire du Parti et surtout lorsque nous primes le pouvoir, lorsque les destinées de 150.000.000 d'hommes dépendirent des décisions du Parti, je fus étonné par le « bon sens » de Lénine. Voilà, dira-t-on, un singulier compliment pour un homme dont nous pensons qu'il en apparaît un de cette sorte tous les cent ans ! Mais là est sa grandeur de politique. Quand Lénine tranche une grande question, il ne pense pas en catégories abstraites, il ne pense pas à la rente foncière, à la plus-value, à l'absolutisme, au libéralisme. Il pense à Sobakévitch et à Sidor, moujiks du gouvernement de Tver, à l'ouvrier de Poutilov, au sergent de la paix qui est dans la rue, et se demande l'effet de la mesure projetée sur le moujik Sidor et l'ouvrier Onoufry, tous deux porteurs de la révolution.

Je n'oublierai jamais ma conversation avec Ilitch à la veille de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Tous les arguments que nous lui servions contre la paix semblaient rebondir comme de petites pierres jetées contre un mur. Il nous répondait la chose la plus simple : le parti de bons révolutionnaires qui, ayant pris sa propre bourgeoisie à la gorge, n'est pas capable de passer un compromis avec la bourgeoisie allemande, n'est pas en état de faire la guerre. La guerre doit être faite par le moujik. — « Vous ne voyez donc pas que le moujik a voté contre la guerre ? » me demandait-il. — Pardon, vous dites voté... Mais comment ? — « Avec ses pieds... Puisqu'il se sauve

du front ! » Cela résolvait pour lui la question.

Que nous ne nous entendrions pas avec l'impérialisme allemand, Lénine le savait comme tout le monde et il défendait la trêve de Brest-Litovsk sans rien cacher aux masses des calamités qu'elle nous présageait. Mais elle n'était pas pire qu'un écrasement immédiat de la révolution. Elle donnait l'ombre d'espoir d'un répit de quelques mois et c'était décisif. Il fallait que le moujik touchât de ses mains la terre que la révolution lui avait donnée. Il fallait que le moujik se vît en danger de la perdre pour qu'il se résolût à la défendre.

Prenons un autre exemple. C'était au moment de notre défaite dans la guerre avec la Pologne, alors que commençaient les pourparlers de Riga. Je quittais la Russie et j'allai voir Lénine pour l'entretenir des désaccords commençants au sujet de la question syndicale. De même que, lors de la discussion de la paix de Brest-Litovsk, Lénine avait devant les yeux le moujik de la province de Riazan et, sachant que c'était un premier rôle dans le drame de la guerre, s'alignait avec lui, Lénine, au moment de la transition de la guerre civile à la reconstruction économique, se plaçait à côté de l'ouvrier le plus ordinaire, sans lequel aucune vie économique ne peut être rétablie.

A quoi se réduisait, pour lui, la question ? Les assemblées du Parti discutaient du rôle des syndicats dans la production, de la fusion progressive des syndicats avec les organisations économiques, en arrivaient à discuter syndicalisme et éclectisme. Et Lénine voyait l'ouvrier dépenaillé qui avait subi des événements énormes et devait maintenant reconstruire.

Qu'il fallait reconstruire, que nous avions pour cela le droit de tendre toutes les forces de la classe ouvrière, c'était pour Lénine évident. Mais le pouvions-nous en envoyant dans les fabriques et les usines 1.000 de nos meilleurs camarades soldats habitués au commandement ? Les commandements les plus autoritaires n'eussent rien donné à l'usine. Les ouvriers étaient immensément fatigués, il fallait leur donner un moment de répit. C'était là, pour Lénine, l'argument décisif. Il avait constamment devant les yeux l'ouvrier russe vivant, authentique de l'hiver 1921. Tout son être sentait ce qu'on pouvait et ce qu'on ne pouvait pas lui demander.

Dans son introduction à la *Critique de l'Economie Politique*, Marx dit que l'histoire ne se pose que des problèmes susceptibles d'être résolus. En d'autres termes l'homme qui comprend quels problèmes peuvent être à un moment donné résolus, l'homme qui combat pour le possible et non pour le souhaitable est un instrument de l'histoire. La grandeur de Lénine c'est qu'aucune formule d'hier ne l'empêche de voir la changeante réalité et qu'il a le courage de rejeter les moules qu'il a lui-même coulés hier s'ils l'empêchent d'embrasser aujourd'hui la réalité.

A la veille de la prise du pouvoir nous précisions, internationalistes révolutionnaires, la *paix des peuples contre la paix des gouvernants*. Et voici que nous devinmes un gouvernement ou-

vrier avant que les autres peuples, infiniment estimables, aient eu le temps de jeter bas leurs gouvernements capitalistes. « Comment ferions-nous la paix avec le gouvernement des Hohenzollern ? » demandèrent de nombreux camarades. Et Lénine leur répondait avec férocité : « Vous êtes plus pitoyables que la poule qui n'ose pas sortir du cercle que l'on a tracé autour d'elle à la craie ; la poule du moins, peut dire que ce cercle de craie elle ne l'a pas tracé elle-même. Tandis que vous, vous êtes enfermés dans une formule, vous ne voyez qu'elle, vous ne voyez plus la réalité. Notre devise : *Paix des peuples*, devait soulever les masses contre les gouvernements militaires et capitalistes. Vous voudriez maintenant que nous périssions, que les gouvernements capitalistes vainquent pour que demeure intangible la formule révolutionnaire ! »

La grandeur de Lénine c'est qu'il se donne des buts inspirés par la réalité. Il ne se laisse pas bercer par ses rêves. Mais son génie est encore défini par un élément ; s'étant donné un but, il cherche, dans la réalité, les moyens qui peuvent y correspondre, il pose tout à fait concrètement la question. Il étudie le plan de campagne et l'organisation de la campagne. Nos organisateurs exclusifs ont souvent dit que Vladimir Ilitch n'est pas un organisateur. Le fait est que, lorsqu'on le voit travailler dans son cabinet du Kremlin, on croit vraiment qu'il est impossible d'être moins organisateur. Non seulement il n'a pas d'état-major de secrétaires lui préparant le travail, mais il n'a pas appris à dicter à une sténographe et il regarde encore sa plume, quand il écrit, à peu près comme un moujik du Don regarde la première automobile qu'il aperçoit. Mais montrez-nous, dans le Parti, un autre militant, un seul qui ait émis l'idée capitale de la réforme, pendant de longues années de notre mécanisme bureaucratique, réforme nécessaire si nous ne voulons pas que le moujik, brimé par les bureaucrates, se mette à hurler. Nous connaissons tous notre mécanisme bureaucratique, nous multiplions tous les clameurs à propos de ce que le camarade Stiecklov appelle avec une officieuse délicatesse : « Les petites insuffisances du mécanisme soviétique ». Mais lequel des dirigeants du Parti s'est dit : La nouvelle politique économique a donné de nouvelles bases à l'alliance du prolétariat russe et de la paysannerie, comment faire pour ne pas permettre à la bureaucratie de les détruire ? Le grand politique du prolétariat russe, sur sa couche de malade, loin des petites réalités, pensait cependant à cette question centrale de notre organisation et préparait un plan de lutte dont la réalisation doit prendre une dizaine d'années. Il n'en faisait qu'une esquisse, les détails devant varier au fur et à mesure de l'application. Mais plus on pense à sa rapide esquisse et plus l'on est convaincu qu'il a visé juste, qu'il a prouvé une fois encore quel grand organisateur double chez lui le grand politique.

Dieu sait comment le tout se concilie en lui ! (Que le camarade Stepanov et la commission anti-religieuse me pardonnent !) L'histoire a ses appareils de distillation clandestine que nulle Tcheka ne découvrira. La bourgeoisie allemande n'avait

pas su réaliser l'unité de l'Allemagne ; mais dans la demeure d'un hobereau de campagne, Dieu ou le Diable, et plus précisément l'œuvre moléculaire de l'histoire, créa Bismarck qui accomplit cette tâche. Quand on lit ses rapports, quand on suit pas à pas le développement de sa politique, les bras vous en tombent. On se demande comment ce propriétaire prussien pouvait embrasser toute la vaste réalité européenne ? La même pensée vient irrésistiblement à l'esprit quand on pense à l'histoire de notre Parti, à la révolution et à Lénine. Pendant 15 ans, il parût que Vladimir Ilitch luttait pour des virgules dans des résolutions, luttait contre des *ismes* variés, à commencer par le *khvostisme* pour finir par l'empiricritisme. Tous ces *ismes* reflétaient pour Lénine des ennemis réels dissimulés dans la classe ouvrière ou dans les autres classes. Ces *ismes* lui permettaient de palper la réalité ; à travers ces extravagances, il étudiait, scrutait la réalité, et c'est ainsi que se fit ce miracle : le militant clandestin apparut comme l'homme de la réalité russe, par excellence. Il n'y a pas dans l'histoire d'autre exemple d'une pareille transformation de révolutionnaire clandestin en homme d'Etat. Les qualifiés du théoricien, du politique et de l'organisateur ont fait de Lénine le chef de la révolution russe. Mais pour que ce chef fût le seul, le seul reconnu de tous, il fallait encore un élément humain, il fallait que Lénine fût l'homme le plus aimé de la révolution russe.

Ibsen veut nous convaincre que l'homme a absolument besoin de vérité ; et c'est là un mensonge dans la formule ibsénienne de l'individu. La vérité est mortelle pour beaucoup de gens et même mortelle pour certaines classes. Si la bourgeoisie comprenait la vérité et se l'assimilait elle serait aujourd'hui même défaite. Comment lutterait-elle en se sentant condamnée, en sachant qu'elle va mourir, et qu'on jettera sa dépouille au cloaque ? Ce qui sauve la bourgeoisie, c'est sa surdité et son aveuglement. Mais la classe révolutionnaire a besoin de vérité car la vérité est la connaissance de la réalité et la réalité ne peut être vaincue que par qui la connaît. Classe ouvrière et Parti Communiste, nous sommes un fragment de cette réalité et nous ne pouvons préparer la victoire définitive que si nous connaissons nos forces et nos faiblesses. Lénine dit la vérité au prolétariat et ne dit que la vérité quelque affligeante qu'elle soit. Les ouvriers qui l'écoutent savent qu'il n'y a pas dans son discours une seule phrase pour la phrase. Il nous aide à nous retrouver dans la réalité.

J'habitais à Davos avec un vieil ouvrier bolchevik mourant de tuberculose. On discutait à cette époque du droit des nationalités ; communistes polonais, nous combattions le point de vue de Lénine. Le camarade dont je viens de parler, lecture faite de mes thèses contre Lénine, me dit : « Ce que vous écrivez est tout à fait convainquant. Mais combien de fois n'ai-je pas été contre Lénine ! Et l'expérience a toujours montré en fin de compte que j'avais eu tort. » Ainsi pensent les principaux militants du Parti et c'est ce qui fait l'autorité de Lénine. Les ouvriers pensent autre-

ment. Ils ont confiance en Lénine, non parce que Lénine a mille fois eu raison, mais parce que, lorsqu'il a eu tort, lorsqu'il a fait faire des fautes, il l'a dit carrément : Nous avons fait une faute, nous l'avons payée, corrigeons-la !

On a souvent demandé : Pourquoi parle-t-il toujours de fautes ? Je n'en sais rien, mais les conséquences de cette méthode sont visibles. Le prolétaire est trop adulte pour croire au Messie. Quand Lénine parle de fautes, sans rien dissimuler, il introduit l'ouvrier russe dans le laboratoire de la pensée, lui donne le moyen de participer aux résolutions finales. Et les masses voient en Vladimir Ilitch un chef qui les incarne, pense avec eux, personnifie leur action. La grande classe qui veut savoir la vérité sur elle-même, aime de tout son cœur le chef qui lui dit toutes les vérités sur lui-même. Toute vérité qu'il lui dira, aussi pénible soit-elle, sera comprise et courageusement supportée. L'homme n'a confiance en ses forces que lorsqu'il ne se cache rien, rien de ses pires faiblesses, et lorsqu'il peut se dire : *Et pourtant, quand même...* Lénine aide la classe ouvrière à prendre conscience de tout ce qui la désagrège, de tout ce qui la fait choir et à dire pourtant en dernier mot : Je suis le puissant prolétariat, maître et créateur de l'avenir. Et c'est encore là la grandeur de Lénine.

Au jour du 25^e anniversaire du Parti qui porte sur ses larges épaules et la responsabilité du sort de la 6^e partie du monde et le levier de la révolution prolétarienne mondiale, les communistes russes et les révolutionnaires de partout n'ont qu'un souhait : Puisse le Moïse qui a fait sortir les esclaves du pays de servitude entrer avec nous dans la terre promise !

Karl RADEK.

LE NUMERO 23 DE

l'Internationale Communiste

EST PARU

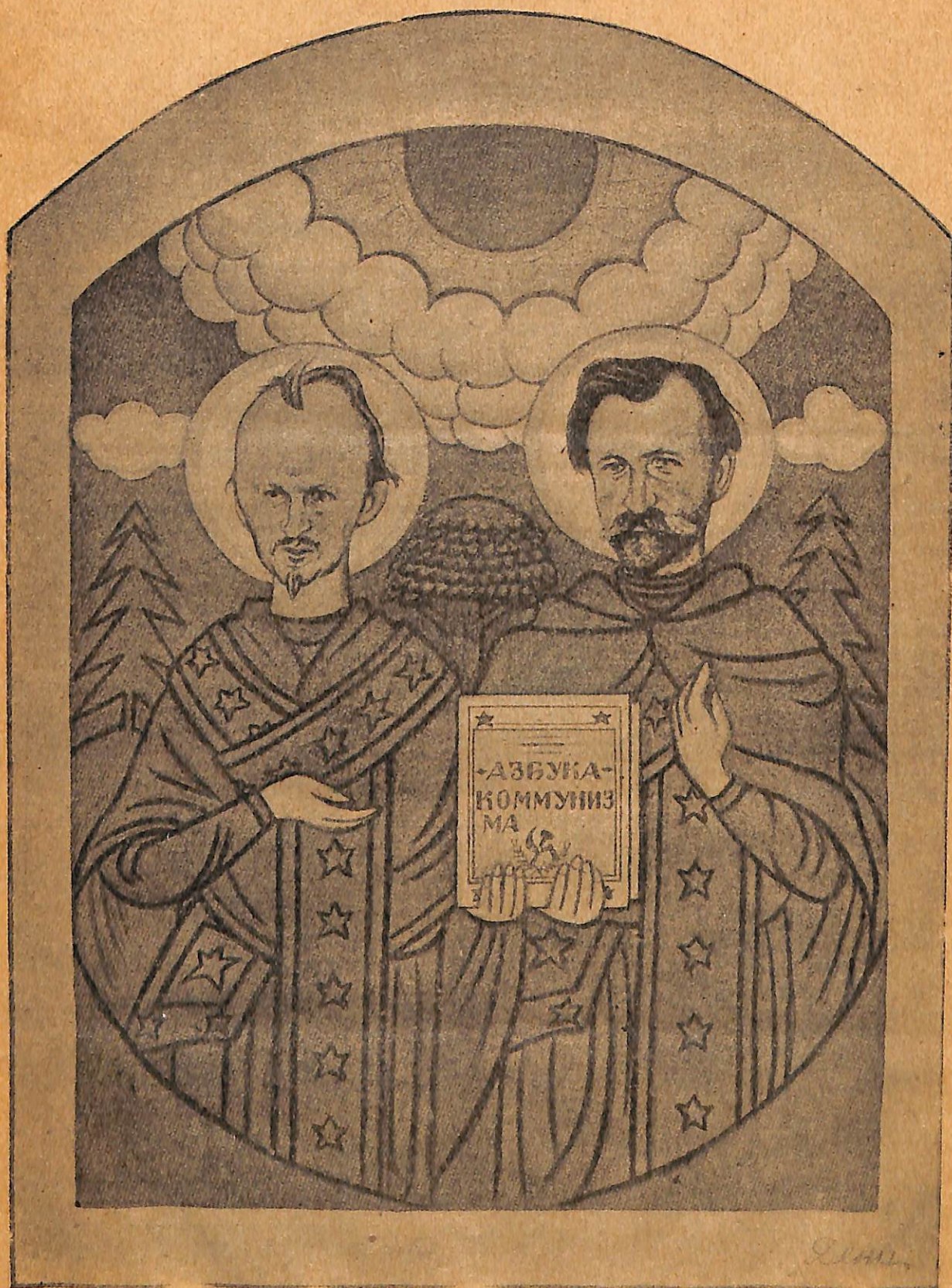
Il contient des articles de Radek, Rakovsky, Varga, Sen Katayama, Prébrazjensky, Walton-Newbold, Warsky, etc...

LE NUMERO : 5 FRANCS

A titre de propagande, les numéros 21 et 22 sont envoyés franco contre la somme de un franc.

Une page inédite de MARX

Quelques lignes, en tête de la *Page inédite de Marx*, publiée dans notre dernier numéro, ont malencontreusement sauté. Elles disaient que cette page est tirée d'une circulaire rédigée par Marx en 1850, au nom du Comité Central de la *Fédération des Communistes*. La traduction est de Marcel Olivier



BOUKHARINE et PRÉOBRAJENSKY

Ce spirituel dessin de Denis montre en vitrail deux des principaux théoriciens du Parti Communiste russe, les auteurs de l'*ABC du Communisme*, dans la posture des moines Cyrille et Méthode, créateurs de l'alphabet russe.

L'Internationale Communiste et le Parti Communiste italien

Le sort du Parti Socialiste italien ne sera définitivement décidé que par le congrès qu'il va tenir en mars. Ceux des camarades qui pensaient que les résolutions du 4^e Congrès résoudre la question italienne se sont avérés trop grands optimistes.

Deux courants se sont formés au sein du Parti Socialiste Italien : celui des « Fusionnistes », partisans de la fusion immédiate avec les communistes italiens et de l'adhésion à l'I. C., et celui des antifusionnistes. C'est sur ce dernier que nous croyons devoir nous arrêter un instant.

D'après ce que nous en apercevons, les adversaires de la fusion se divisent à leur tour en quatre groupes. Ce sont :

1. d'honnêtes révolutionnaires, mûs par un sentiment de pitié envers l'ancien parti dans lequel quelques-uns d'entre eux ont milité pendant de longues années. Ils ne veulent pas renoncer à l'ancienne appellation de Parti Socialiste Italien. Ils sont encore sous l'influence des récentes et violentes passes d'armes qui les ont mis en présence du communisme italien. Ce sont des doctrinaires comme il n'y en a pas peu, même parmi les chefs du Parti Communiste Italien.

2. des camarades trop prudents qui pensent éviter à leur parti les représailles de Mussolini en ne s'unissant pas tout de suite aux communistes italiens. Ce n'est nullement par lâcheté que ces camarades sacrifient, pour le moment, leur adhésion à l'I. C., c'est parce qu'ils veulent sauver leur parti de la persécution.

3. des adversaires principiels du communisme — des demi-réformistes, des demi-centristes — gens qui font parfois preuve d'un grand courage, mais sont incapables de s'assimiler les idées communistes. Ils sont condamnés à se mouvoir dans le cercle de l'idéologie petite-bourgeoise qui n'a rien de commun avec les conceptions de l'Internationale Communiste. Nombreux sont à la tête du P.S.I. les hommes appartenant à cette catégorie.

4. des arrivistes et des lâches qui veulent se maintenir à tout prix par ces temps difficiles pour les travailleurs italiens.

Nous ne possédons pas d'arguments convaincant pour les troisième et quatrième groupes. Plus tôt le Parti Socialiste Italien se séparera de ces « camarades » — pardon — et mieux se portera le prolétariat italien. Mais

nous voulons tenter de nous entendre avec les premier et deuxième groupes.

Le nom du parti ! Tout vieux révolutionnaire comprend l'attachement au nom du parti sous la bannière duquel on a combattu pendant de longues années. Des victoires, des défaites, des années de prison, les plus grandes espérances ne sont-elles pas évoquées par le seul nom du parti ? Le camarade Lazzari nous fournit un bel exemple de cet attachement. Mais il peut y avoir quelque chose de plus important que le nom du parti pour un révolutionnaire de cette trempe. Le parti des bolcheviks russes a porté lui aussi, jusqu'en 1917, le nom de « Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe » ; ce nom tenait à des dizaines d'années de travail, à des traditions chères, à tant de choses ! Les bolcheviks n'ont, pourtant, pas hésité un instant à y renoncer et à adopter l'appellation de « Parti Communiste », lorsqu'il s'est agi de rompre définitivement avec les éléments anticommunistes et antiproletariens qui subsistaient dans notre entourage.

Les camarades de la gauche du Parti Social-Démocrate Indépendant l'Allemagne ont connu ces hésitations après le Congrès de Halle. Cette gauche comprenait quelques centaines de milliers de militants dont beaucoup s'étaient accoutumés au nom du parti. Ces « Indépendants » fusionnèrent avec le petit Parti Communiste Allemand dont les effectifs étaient très inférieurs aux leurs et acceptèrent le nouveau nom de Parti Communiste Unifié. Les camarades italiens hésitent-ils après toutes les épreuves qu'ils ont subies, à faire le geste qui s'impose, — et feront-ils, par leurs hésitations, le jeu de ceux qui sabotent sciemment l'adhésion du P.S.I. à l'Internationale Communiste ?

Le deuxième groupe est aussi dans une mauvaise voie. Certes, c'est notre devoir à tous d'éviter au parti les rigueurs et les représailles « évitables ». Et nous ne voyons rien de blâmable dans les intentions de quelques camarades italiens. Mais leur calcul est-il juste ? Mussolini renoncerait-il vraiment aux représailles contre le P.S.I. si celui-ci ne s'unissait pas aux communistes italiens et n'adhérait pas à l'I.C. ? Rien n'est plus faux. M. Mussolini connaît trop bien toutes les nuances du socialisme italien. N'en sort-il, pas lui-même avec toute l'expérience d'un renégat ? Il renoncerait peut-être à sévir contre le P.S.I. si

ce parti se plaçait sans réserves de fait, sur une plate-forme réformiste et rien que dans ce cas.

En réalité, nous sommes, en Italie, en présence d'un bloc fasciste réformiste. Si le P.S.I. se joignait à ce bloc, le courroux de Mussolini se changerait peut-être en grâce. Mais il faudrait d'abord que les socialistes italiens passassent de l'autre côté de la barricade, trahissent les ouvriers et se missent à la disposition de Mussolini. De petits stratagèmes n'y peuvent rien. Les socialistes italiens doivent cacher à l'ennemi tout ce qu'ils peuvent cacher, c'est bien entendu. La ruse est incontestablement de bonne guerre. Il y a, pourtant, des cas dans lesquels on ne peut pas mentir, si l'on ne veut pas se mentir à soi-même.

Les deux premiers groupes ont encore une autre objection. Une nouvelle scission ! — disent-ils. A-t-on le droit de la provoquer en ce moment ? Vella et Nenni menacent de rompre ! Ils ne se soumettront pas au parti si la fusion est décidée.

Notre réponse à cette objection, la voici :

Voyez l'exemple du Parti Communiste Français ! Il traversait, naguère encore, une crise apparemment sans issue. Le grave conflit s'est prolongé pendant des mois. Le parti était condamné à la passivité. Un groupe de dirigeants intellectuels — Frossard, Lafont, etc. en tête — sabotait toute action révolutionnaire et préparait une rupture du parti avec l'I.C.

De bons camarades adhérant sans réserves à l'I.C. faisaient trainer en longueur cette crise, ne désirant pas de nouvelle scission ou une nouvelle déperdition de forces. Ils craignaient que le Parti ne la supportât pas.

Mais quand les camarades français se sont enfin résolus à rompre avec les réformistes et les arrivistes et à se séparer du groupe Frossard-Lafont et Cie, le parti a fort bien supporté l'épreuve. Il en est même sorti plus fort et plus solide. Le Parti français a solutionné la crise au moment précis où il a réglé ses comptes avec des dirigeants qui n'étaient pas communistes et ne pouvaient pas le devenir. Le prestige du Parti Communiste français s'en est extraordinairement accru. Les meilleurs ouvriers lui reviennent. Le Parti déploie une grande activité politique. Frossard et Lafont n'ont joué que le rôle de saboteurs, au seul avantage de la bourgeoisie. Et le Parti, en mettant fin à ce sabotage, a sensiblement grandi. Il ne peut qu'en être de même en Italie.

Nenni écrit aux camarades, fidèles à l'I.C. en paroles comme en fait : « Vous liquidez le Parti Socialiste Italien ». Non, citoven Nenni. C'est vous qui liquidez le Parti Socialiste Italien ! Celui qui propose au P.S.I. de s'unir à l'autre parti du prolétariat révolutionnaire, de former un Parti Communiste Unifié, c'est-à-dire de continuer les meilleures traditions du P.S.I., celui-là ne liquide point

le P.S.I. Le Parti Socialiste Italien est liquidé en fait par vous-même, votre attitude ne faisant que contribuer à son émiettement et à sa décomposition. Ce que vous faites ne profite qu'aux pires ennemis du Parti Socialiste Italien !

Il y avait malheureusement aussi parmi les chefs du Parti Communiste Italien des camarades qui ne comprenaient pas la nécessité de la fusion du P.S.I. avec le Parti Communiste. Nous parierions volontiers que de 100 membres du Parti Communiste qui entendent nos arguments, 99 au moins se prononceraient pour la fusion avec les socialistes, fidèles à l'I.C. et que vice-versa, de 100 socialistes, 99 se prononceraient pour la fusion avec les communistes. Mais il se trouve à la tête même du Parti Communiste des doctrinaires qui se frottent les mains pendant que Nenni sabote la fusion. Aveugles ! Ils ne comprennent donc pas que l'attitude de Nenni est justement la meilleure preuve de la justesse des résolutions du 4^e Congrès et de la nécessité absolue de la fusion !

Les ouvriers socialistes italiens sont appelés à décider du sort de leur parti dans un moment extrêmement difficile. Nous osons espérer qu'ils prendront la bonne résolution. Ou bien, il faudrait faire pour longtemps une croix sur le Parti Socialiste Italien.

Quelles leçons faut-il encore au P.S.I. ? Lorsque le mouvement ouvrier italien fut à son apogée, la victoire était virtuellement dans ses mains. Il laissa passer le moment ; les ouvriers italiens paient aujourd'hui cette faute de leur sang. Leur situation est assez pénible sans qu'on vienne l'aggraver par des fautes nouvelles.

Trêve de sectarisme ! Trêve de disputes ! Trêve aussi de réminiscences ! Le vrai révolutionnaire regarde devant lui et non pas en arrière. Certes, nous avons durement polémique avec Serrati, certes nous l'avons combattu sans merci, lorsqu'il marchait contre l'Internationale Communiste. Aujourd'hui, les défenseurs, les signataires de la résolution du 4^e Congrès de l'I.C., parmi lesquels il faut compter Serrati, sont aussi des partisans de la fusion avec le Parti Communiste. Avec l'aide de l'I.C., nous pourrions mettre un terme aux anciennes discordes. Ce qui est urgent en Italie c'est l'union étroite et fraternelle de tous ceux qui sont restés fidèles au drapeau rouge. Travailleurs conscients d'Italie, prenez dans vos mains le sort de votre parti ! Les résolutions du 4^e Congrès vous montrent la bonne voie. Passez carrément outre à toutes les arguties des adversaires de l'Internationale Communiste. Voici des défenseurs du communisme et voilà des serviteurs du fascisme ! Ainsi, et uniquement ainsi, se pose la question en Italie.

G. ZINOVIEV.

7.000 arrestations d'Ouvriers en Italie

On sait que le gouvernement fasciste a commencé le 4 février des arrestations en masses de révolutionnaires et qu'il a tenté de les justifier en incriminant les militants italiens de complot contre la sûreté de l'Etat à la suite de la publication d'un appel de l'I.C., rédigé à Moscou... Sur ces événements et ceux qui ont suivi le camarade Terraccini nous communiquons les détails fort intéressants que voici :

Un fâcheux hasard permit à la police de découvrir le 3 février un des bureaux clandestins du Comité Directeur du Parti Communiste. Ce bureau du Parti revêtait les aspects d'un bureau de firme commerciale ; mais on y travaillait beaucoup même de nuit. Le concierge ayant aperçu des « gens suspects » crut être en présence d'un centre de faux-monnayeurs et avertit la police. Celle-ci reconnut Bordiga et l'arrêta, porteur de tous les fonds du Parti, notamment des sommes reçues des Partis frères de l'étranger. La police saisit aussi dans les bureaux du Parti un certain nombre de documents importants. Naturellement la saisie des fonds et l'arrestation de Bordiga constituent une bonne aubaine pour l'instruction.

Faisons un peu de statistique à propos du complot Mussolini. En moins d'une semaine, 7.000 (sept mille) ouvriers environ, dont 80 % de communistes, ont été arrêtés. Parmi les incarcérés il y eut bon nombre de réformistes et, même, d'honnêtes bourgeois qui se groupent à Turin autour d'une inoffensive revue hebdomadaire portant le titre terrifiant de la *Révolution libérale* ; mais tous ceux qui ont pu prouver qu'ils sont complètement étrangers au communisme ont été relâchés.

Sont emprisonnés notamment : tous les secrétaires fédéraux du Parti et les fonctionnaires communistes des syndicats ; tous les journalistes communistes et parmi eux toute la rédaction ordinaire et la rédaction suppléante du *Lavoratore* de Trieste, seul organe du Parti qui réussit à paraître après le coup de force de Mussolini ; plusieurs délégués du Parti au IV^e Congrès de l'I.C. ; les camarades Bordiga, sa femme, Ascuno, Azzario, Natangelo, Presutti, D'Onofrio. Des mandats d'amener sont lancés contre tous les membres de la direction du Parti ; mais à l'exception de Bordiga ils ont pu jusqu'à présent se dérober aux recherches de la police.

Les arrestations ont été opérées avec la dernière brutalité. Des femmes et des vieillards ont été littéralement arrachés à leurs demeures et traînés, jetés en prison. A Brindisi on a incarcéré le nonagénaire Prampolini ; à Modène notre jeune militante Brice Ligabue avec son nourrisson ; à Alexandrie l'institutrice Teresa Aracco, rescapée de deux attentats fascistes ; à Ancone les deux sœurs Breviglieri ; à Milan la couturière Teresa Cocchi et l'ouvrière Ida Barh...

Tous les fonds du *Lavoratore* de Trieste ont été confisqués — la rédaction et l'administration emprisonnées. Le gouvernement espère ainsi abattre le dernier organe de la presse communiste.

Le coup porté au P.C. d'Italie est, sans contre-

dit, terrible. Une bonne partie de ses effectifs est atteinte. Presque tous ses organisateurs sont dans les cachots. Des sections entières y sont avec eux. Tous nos hebdomadaires sont supprimés ou suspendus de fait par suite de l'arrestation des rédacteurs, toutes les relations intérieures du Parti interrompues par suite de la saisie de listes d'adresses et de chiffres, tous les fonds du Parti et du *Lavoratore*, 300.000 livres environ, confisqués. Ne nous dissimulons pas la gravité du coup.

Et de nouvelles mesures de répression se préparent contre les militants ouvriers.

Le gouvernement sait trop bien que ses violences échoueront et que le Parti rétablira rapidement ses organisations tout comme après la première agression fasciste en octobre dernier.

Le 10 février Mussolini disait à la Chambre : « En politique intérieure il n'y a rien à discuter. Ce qui se fait, se fait conformément à ma volonté. J'assume naturellement toutes les responsabilités. C'est moi qui ai donné les ordres. Peu m'importe qu'un complot existe ou non au sens formel du mot... La différence entre l'Etat libéral et l'Etat fasciste c'est que ce dernier ne se défend pas seulement : il attaque aussi. Que ceux qui cherchent à le discréditer à l'extérieur et à le saper à l'intérieur sachent que leur œuvre portera pour eux-mêmes des conséquences terribles. Que les ennemis de l'Etat fasciste ne s'étonnent pas d'encourir mon extrême rigueur. »

Le même jour le *Giornale d'Italia* publiait une interview de M. Giunta, secrétaire du Grand Conseil fasciste où il est dit entre autres :

« Le président du Conseil m'a dit que nous pourrions instituer la peine de mort dès que les fascistes le voudront. Si les éléments destructifs continuent leur œuvre on plantera d'ici peu la potence en Italie. »

Soit. En tous cas le Parti Communiste italien n'est ni mort ni disparu. Moins d'une semaine après l'offensive gouvernementale il avait réussi à mettre à l'abri tout le matériel qui avait failli tomber entre les mains de la police, à trouver de nouveaux bureaux, à rétablir une partie de ses communications.

Le *Lavoratore*, sans argent, continue de paraître grâce au travail nocturne de quelques militants ouvriers, journalistes improvisés toute la nuit après leur labeur quotidien de salariés. L'hebdomadaire des femmes communistes, *La Compagna*, a pu paraître le 8 février. Le « gouvernement fort » ne tardera pas à se convaincre qu'il a toujours devant lui une puissante organisation combattive et que nulle répression ne saurait empêcher les travailleurs de se grouper tous les jours autour du drapeau libérateur de l'Internationale Communiste.

Le meilleur commentaire de l'offensive fasciste a été donné par le Manifeste du Parti Communiste italien du 9 février. Nous y trouvons ces lignes :

« Un parti révolutionnaire est toujours l'ennemi le plus redouté de la bourgeoisie. Le concours du gouvernement Mussolini nous permet de prouver que « les survivants du bolchevisme italien » représentent aujourd'hui l'écrasante majorité des ouvriers, des paysans et des soldats. »

H. TERRACCINI

Lausanne et la Ruhr

Qu'y a-t-il de commun entre la Conférence de Lausanne et l'occupation de la Ruhr ?

Le lien entre ces deux faits est indiscutable. Lausanne fut une étape dans la voie de la liquidation du traité de Sèvres, ce dérivé du traité de Versailles. Lausanne a montré combien est précieuse la « paix perpétuelle » instituée par les Alliés. L'occupation de la Ruhr liquide par l'autre bout le traité de Versailles et souligne une fois de plus l'impuissance du nouveau droit international issu de la guerre. Lausanne et la Ruhr attestent à la fois l'instabilité de la paix européenne et la situation sans issue des pays victorieux.

Que signifie Lausanne ? Que la Turquie s'est révélée, contrairement à l'attente des Alliés, vivante. Le mouvement révolutionnaire a, dans ce pays paysan, fait reculer l'Angleterre, maîtresse du monde. A qui seront les Dardanelles, à qui sera le pétrole de Mossoul ? C'est ce que se demandait la Conférence de Lausanne. On se doute bien que Lord Curzon était partisan de l'« internationalisation des détroits », en d'autres termes qu'il eût souhaité adjoindre à la dizaine de cuirassés britanniques défendant en Orient la civilisation européenne, une paire de vaisseaux français et un bâtiment italien. Mais cette internationalisation valait d'être considérée avec soin lorsqu'on délibérait du sort des pétroles de Mossoul.

La Conférence de Lausanne est alors dans tout son éclat. Le pétrole éclaire les événements. A Lausanne, les Français furent opposés aux Anglais ; à leur point de vue, « internationalisation » veut dire une situation dans laquelle il y a, sur un point donné, plus de cuirassés arborant le pavillon tricolore que de dreadnoughts britanniques. Les Français n'eussent pas été fâchés de céder quelque chose de leurs droits en Orient, si les Anglais leur avaient laissé « les mains libres » dans la Ruhr. Les mains libres, en termes diplomatiques, cela veut dire, nul ne l'ignore, libres de chercher dans les poches d'autrui. Mais les Anglais comprenaient parfaitement que la liberté d'action des Français dans la Ruhr signifierait l'entrée en scène d'une nouvelle hégémonie européenne. Qu'est-ce, en réalité, que l'occupation de la Ruhr ?

La France est devenu, par la victoire, le plus riche pays producteur de minerai de fer. Aux mines qui lui donnaient, avant la guerre, 14.000.000 de tonnes de minerai, elle a ajouté celles de l'Alsace-Lorraine, qui en produisaient 21 millions. L'Allemagne a perdu 80 % de ses minerais ; la souveraineté du fer a passé au capital français. Ayant reçu tant de fer, la France a vu augmenter son déficit de charbon. A la veille de la guerre, elle en importait annuellement 20 millions de tonnes. La victoire de Versailles a fortement augmenté sa consommation de houille, à laquelle ne peut plus suffire l'annexion du bassin de la Sarre, dont la production annuelle s'élève à 17 millions de tonnes — parce que le coke, indispensable aux hauts fourneaux français, vient de la Ruhr.

Au début de la guerre, quand la bourgeoisie allemande comptait vaincre, l'annexion du minerai français était virtuellement résolue ; car le charbon attire le fer. Quand la France vainquit, l'annexion de la Ruhr fut de même virtuellement décidée ; car le fer attire le charbon. Pourquoi cette

annexion se produit-elle donc quatre années après le traité de Versailles ?

D'abord, parce que l'Angleterre ne pouvait admettre l'union du fer et du charbon dans les mêmes mains. Ensuite, parce que des négociations ont eu lieu entre les barons allemands du charbon et les rois français du fer, tendant à une union bénévole. Les désaccords n'ont jamais eu trait qu'à l'importance des parts respectives. Chacune des parties contractantes voudrait avoir, dans cette excellente affaire, la majorité des actions — au moins 51 0/0 — mais comme aucune ne peut obtenir la majorité — car il est tout à fait impossible de trouver deux fois 51 dans la même centaine — l'occupation militaire de la Ruhr s'est accomplie.

Les négociations entre industriels français et allemands, quant à la répartition des parts, vont maintenant reprendre, mais sur d'autres bases. — Mais l'Angleterre ? L'Angleterre attend. Elle n'interviendra que lorsque ces deux parties s'avèreront incapables de résoudre le conflit. Elle interviendra alors pour que ni l'une ni l'autre n'ait 51 % des actions du futur Syndicat franco-allemand du fer et de la houille. Tel est l'aspect prosaïque de l'occupation de la Ruhr — vue à la lueur du coke embrasé.

Et le prolétariat ? Le prolétariat des deux pays ne veut pas la guerre, et si la F.S.I. d'Amsterdam et la 2^e Internationale, de leur côté, ne voulaient pas la guerre, il serait possible de déjouer instantanément toute cette combinaison de pétroles et de coke. Mais les messieurs qui jurèrent tout récemment à La Haye de recourir à la grève générale internationale pour s'opposer à la guerre, ne font que geindre, les mains tendues vers la Société des Nations.

La Société des Nations ! Mystérieuse protectrice des peuples et du droit éternel et absolu ! La Société des Nations, aux portes de laquelle frappent humblement les pacifistes d'Amsterdam, voulez-vous savoir ce qu'elle est ? Prenez Poincaré, ajoutez-y Lord Curzon, surajoutez Bénès le Tchéco-Slovaque, renforcés du social-démocrate Branting, ministre de son roi ; *mussolinisez* un tantinet ce tout, et vous aurez constitué la grande protectrice du droit des peuples, la tutélaire Société des Nations.

Si le prolétariat international n'avait à compter que sur Amsterdam, la 2^e Internationale et la Société des Nations qui mesure les droits au déplacement d'eau des escadres, l'Europe se couvrirait de nouveau de millions de cadavres. Fort heureusement pour l'humanité, les événements des dernières années n'ont pas été sans avoir quelques résultats. Ils ont dressé contre le système capitaliste et contre ses défenseurs, conscients ou non, des millions de prolétaires. Chaque nouveau conflit ouvre un peu plus les yeux aux masses. Ce que n'ont encore fait ni l'I. C. ni l'I. S. R., Poincaré et Curzon l'achèvent.

Lausanne et la Ruhr sont des étapes vers la liquidation du traité de Versailles et aussi vers la liquidation du système social qui a produit ce traité. Que Poincaré, lord Curzon et M. Stinnes persévèrent dans l'idée qu'ils dirigent le monde. Qu'ils se disputent des pourcentages. Le prolétariat révolutionnaire les réunira tous... au bout de la même corde.

LOZOVSKY.

La France avant l'occupation de la Ruhr

(OCTOBRE - DÉCEMBRE 1922)

Nous nous sommes occupés déjà de la question des réparations ; nous ne nous arrêtons ici qu'aux accords de livraisons en nature. Les espérances entretenues à leur égard se sont promptement évanouies. La quantité de marchandises que la France a obtenue par ces accords est dérisoire. M. de Lubersac disait à ce sujet, au cours d'une séance du comité français pour les livraisons en nature :

« Les résultats sont pour ainsi dire nuls jusqu'à présent, la valeur totale des livraisons faites n'atteignent pas 15.000.000 de francs. »

Quelle est la cause de cet échec ?

Selon la revue à laquelle nous empruntons cette citation (*L'Usine*) (1), organe de la grande industrie française, la cause est à rechercher du côté allemand.

« Il convient de remarquer que la faute en incombe aux industriels allemands et non pas aux industriels français, les premiers ayant fait aux sinistrés des prix beaucoup plus élevés que les prix du pays même et s'étant approprié la différence entre les prix du marché mondial et les prix allemands » (2).

Le fait que le représentant du ministre du commerce français prit position contre l'extension du tarif minimum à des articles nouveaux pour la reconstruction prouve d'ailleurs que l'influence française s'est également exercée contre les livraisons en nature, sabotées par les capitalistes des deux pays. Toutes les combinaisons en rapport avec l'accord signé par M. Stinnes ont en effet échoué.

Il est extrêmement difficile d'apprécier la situation économique de la France. Deux faits d'apparence contradictoire nous frappent en abordant cet examen :

L'augmentation considérable des dettes de l'Etat et l'accumulation réelle des richesses.

Voici les chiffres principaux du budget de la France :

D'après le dernier rapport officiel, les dettes de l'Etat s'élevaient au 31 mars 1922 à :

	Milliards de francs
Dettes intérieures consolidées.....	155,1
Dettes intérieures pendantes.....	87,0
Total.....	242,1
Dettes extérieures consolidées (3)...	41,4
Dettes extérieures pendantes.....	33,4
Total.....	74,8

(1) *L'Usine* du 6. 1. 1923 : D'après les données de *l'Economiste* du 2. 12. 1922, il y a eu des commandes pour 12 millions et la valeur des marchandises déjà fournies se élevaient qu'à 1.000.000 de francs.

(2) D'après *l'Economiste* du 9. 12. des briques ont été offertes au prix de 150 francs par les Allemands, le prix français était alors de 125 francs. — « L'observateur français croit que le gouvernement allemand, qui est responsable de ces prix, sabote sciemment le traité de Versailles. »

(3) D'après le change du moment.

Dettes extérieures et intérieures ensemble :
317 milliards de francs.

La balance du budget à l'aspect suivant, si nous passons outre les distinctions absurdes des dépenses ordinaires, extraordinaires et des rentrées prévues d'Allemagne :

	1921	1922	1923
	(évaluation) (propositions)		
	Milliards de francs		
Dépenses	52	52,3	54,5
Recettes	21,5	20,9	19,3
Déficit	30,5	31,4	35,2

Quoique ces chiffres soient bien alarmants, il sied de ne pas perdre de vue qu'une accumulation réelle correspond à ce déficit, qu'une grande partie du capital est absorbée par la reconstruction de fabriques, d'immeubles, de routes, de chemins de fer, etc.

Le déficit français doit donc être apprécié tout autrement que le déficit allemand. On a reconstruit après la guerre environ 20.000 fabriques, 220.000 habitations (en outre des 180.000 immeubles restaurés), construit des chemins de fer, des ponts, etc. On estime à 60 milliards la somme réellement employée en réparations. L'accroissement des dettes de l'Etat n'est donc pas à comparer à un appauvrissement de l'économie française. Il signifie seulement que la reconstruction s'accomplit aux frais de l'Etat qui en couvre les frais par les impositions. Le fait que l'économie française a été à même de réaliser une accumulation de biens — surtout de superflu de sa production même — est une preuve de sa bonne santé (4). Le déficit allemand est la conséquence d'un appauvrissement réel du pays, tandis que de grandes parties du déficit français représentent une accumulation réelle !

Il semble, en outre, que les finances françaises soient en voie d'amélioration. Les chiffres que voici permettent d'en juger (5) :

	Augmentation des dettes de l'Etat	Dépenses militaires	Recettes de l'Etat
1918....	—	—	6,8
1919....	51,3	8,2	11,6
1920....	42,8	7,6	19,8
1921....	31,1	6,3	21,5
1922....	21,0	4,9	—

Ces chiffres sont évidemment destinés au public ; ce n'est qu'après 4 ou 5 ans que le budget de l'Etat peut réellement être fixé en France. Quoiqu'il en soit ces chiffres montrent la courbe accentuée du développement. Le cours du franc est aussi une garantie, car le franc ne tombe nullement en proportion du déficit de l'Etat.

(4) Nous essayerons de fixer prochainement quelles parts de ces accumulations réelles reviennent aux livraisons allemandes, aux emprunts extérieurs et à l'excédent de la production française.

(5) D'après les chiffres du *Federal Reserve Bulletin*.

La conjoncture économique s'est améliorée au cours du dernier trimestre. La concurrence du charbon anglais sur le marché français a considérablement diminué depuis la fin de la grande grève des mineurs américains. Le change élevé de la livre chasse également le charbon anglais du marché français. Mais c'est pas à pas que la situation s'améliore dans les centres miniers du nord de la France (pays en reconstruction). La production totale du charbon comportait 4.000.000 de tonnes de plus en 1922 qu'en 1921 ; en tout, cependant, 32.000.000 contre 40.000.000 avant la guerre.

L'industrie du fer et de l'acier a pu enregistrer une légère amélioration au cours du trimestre écoulé — octobre-décembre 1922 — toutefois, les fabricants se plaignent du manque de charbon. La production de fer brut a atteint en 1922 5,1 millions de tonnes contre 4,1 en 1920 ; elle est encore inférieure de 5,3 millions de tonnes à la production d'avant-guerre (sans la Lorraine).

Les affaires ont été très favorables, en dépit de bas prix, dans la fabrication de wagons, de machines agricoles, d'aéroplanes, etc. L'industrie textile a également enregistré des résultats satisfaisants.

De là une hausse des prix. Voici l'index du commerce de gros pour l'année 1922 :

1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
357	368	380	407

Il convient de prendre ici en considération la hausse du franc.

Voici quel a été le développement du commerce extérieur pendant les deux premiers mois de 1922, en milliards de francs :

	Impor- tation	Expor- tation
Vivres	5.171	1.672
Matières premières pour l'industrie	12.144	10.740
Articles manufacturés	3.662	10.740
Colis postaux	—	1.193
	20.977	17.863

Il y a donc un passif de 3 milliards de francs contre 1 milliard et demi seulement en 1921. L'exportation des articles manufacturés n'a diminué que d'un demi-million et l'importation de matières premières pour l'industrie a de beaucoup augmenté. Le déficit s'est considérablement accru pendant les mois passés ; il s'élevait à 600.000.000 en novembre. Mais les chiffres du commerce extérieur français ne sont pas très exacts.

En résumé, la vie économique française s'est légèrement améliorée au cours du dernier trimestre de 1922, en dépit de l'ébranlement des finances.

E. VARGA.

(Il y a lieu de rappeler que la situation décrite dans cet article a été assez profondément modifiée, dans plusieurs de ses aspects, par l'occupation de la Ruhr.)

Vie des Révolutionnaires

LES FEMMES

C'est, je crois, un mot de Mirabeau : « Tant que les femmes ne s'en mêlent, il n'y a pas de révolution véritable. » Rien n'est plus vrai. Si les ouvrières, les ménagères, les mères, les compagnes, les amantes demeurent passives, la société ne peut pas être transformée. La Révolution russe a été si complète, si profonde, parce que depuis un lointain passé les femmes participaient à sa préparation, les femmes s'émancipaient en la préparant — et parce que, les jours décisifs, elles s'y donnèrent en grand nombre. A toutes les pages de l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, on retrouve des noms de femmes. Le 24 janvier 1878, Vera Vassoulitch commençait en tirant sur le préfet de Petersburg Trepov la riposte terroriste à la répression. Le 1^{er} mars 1880, Sophie Perovskaïa donne, en levant son mouchoir, le signal de l'exécution du tsar Alexandre II. N'oublions pas Jessy Gueliman, qui se sacrifia au mouvement de la Narodnaïa Volia des terroristes socialistes-révolutionnaires, morte sur l'échafaud. Marie Spiridonova, qui fut une grande figure de la Révolution avant de se pénétrer contre le bolchevisme des rancunes d'un parti évincé du pouvoir par ses propres fautes (socialistes-révolutionnaires de gauche). N'oublions pas Jeanne Labourbe. Rappelons seulement les noms des militantes communistes les plus connues : Alexandra

Kollontai, Angélica Balabanova, Lilina, Menjinskaïa.

Ce sont des noms célèbres, mais nous en voulons d'autres. La notoriété est injuste. Elle va, dans les sociétés modernes, à ceux qui parlent, écrivent, agissent sur les premiers plans de la scène historique. Et ceux-là ont leur mérite, mais ils ne feraient rien sans les autres : les autres, la masse, les inconnus, les guère connus *qui font tout*.

Or, les femmes de la Révolution d'Octobre ont participé à toutes les phases de l'action, dans tous les domaines, en si grand nombre qu'on pourrait dire en masse. Aucun type de bolchevik n'était plus commun de 1918 à 1921 que celui de la militante, organisatrice, agitatrice ou soldate. La guerre civile absorbait toutes les forces du prolétariat : hommes et femmes les plus jeunes, les meilleurs se battirent... Et voici des jeunes femmes :

Rosalia Gourari, militante des environs de Khar'kov, que préoccupaient surtout les questions d'art. Fondatrice des Proletkults en Ukraine et d'un groupe d'éducation — L'Art pour le Travail — à Odessa ; tuée à 21 ans au front de Petrograd.

Mokievskaïa était, dit-on, une « charmante et joyeuse jeune femme ». Le peu qu'elle a vécu montre qu'elle était intelligente, énergique, et cela ne va ni sans charme ni sans joie. En 1917, elle fut chef du ravitaillement du gouvernement d'Eka-

terinoslav ; puis elle commanda un train blindé. Tuée.

Ada Lebedeva est une grande figure du début de la Révolution sibérienne. Ce fut la fondatrice, à Krasnoïarsk, du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, un des leaders du premier soviet de la ville, l'ardente porte-parole des socialistes-révolutionnaires de gauche au premier Congrès des soviets de Sibérie. Un peu plus tard, elle adhéra au Parti Communiste, prenait le commandement des troupes rouges à un moment particulièrement critique, défendait contre les blancs la flottille de l'énisseï, était capturée, torturée et mise à mort par les cosaques le 27 juillet 1918 à Krasnoïarsk.

Marie Oscarovna Abeyde n'a guère dépassé vingt ans quand les gens de Koltchak la fusillèrent à Ekaterinbourg, le 8 avril 1919. Déjà elle avait passé par le front tchéco-slovaque, été deux fois arrêtée, s'était deux fois évadée pour recommencer. A Samara, le jour de l'entrée des Tchéco-Slovaques, Abeyde écoute à travers la cloison ses logeurs déliéberer s'il faut la tuer. Mais « c'est une si brave fille » qu'elle est, cette fois, épargnée.

De quelques-unes, il ne reste qu'un nom, un vague portrait (de tant d'autres pas même cela ne demeure plus) : Galia Timoféevna, qu'une camarade de captivité dépeint « dans la chambre des condamnés à mort que sa présence éclairait, studieuse et tellement heureuse de vivre » et qui n'en devait sortir, emmenée par les haidamaks de Petlioura, que pour recevoir un coup de baïonnette dans la gorge (Kiev, 1918) ; Stéphanie Doronina, militante, sœur d'un militant, exécutée en Sibérie, presque en même temps que son frère ; Ammettchanko, fusillée à Yalta avec son mari le 15 octobre 1919.

Telles sont bien les jeunes. La génération précédente des révolutionnaires n'est pas moins bien représentée par des femmes infatigables que de longues années d'action illégale ont éprouvées. Samoïlova (Concordia Nikolaevna) travailla illégalement pendant près de vingt ans. (Morte du choléra à Astrakhan en juillet 1921.) — Knipovitch (Lidia Mikhaïlovna) avait appartenu à la Narodnaïa Volia, c'est-à-dire au premier grand parti révolutionnaire russe, et milité toute sa vie. Morte à Simféropol en 1920. — Dériabina (Sérafima Ivanovna) était bolchevik depuis 1905, depuis sa sortie du gymnase. Son existence entière s'était écoulée entre la prison, le cercle ouvrier clandestin, l'exil, sans qu'elle eût trouvé le temps d'avoir une vie privée. La Révolution de mars 1917 lui rendit la liberté. Un an après les Tchéco-Slovaques l'arrêtaient, l'enfermaient dans un de leurs « wagons de la mort », mais n'avaient pas le temps de la fusiller. Dériabina, à bout de forces, recommençait son travail d'organisatrice et d'éducatrice, traversait la Kama sur la glace pour se rendre à

un Congrès des soviets — et mourait de tuberculose le 6 avril 1920.

Les documents que nous avons sont secs. Parfois, cependant, quelques lignes, quelques faits y donnent la brusque révélation de l'intense vie intérieure de chacun des êtres qui constituent cette foule. Et l'on découvre alors chez ces femmes qui semblent faites pour la plus âpre lutte une richesse de sentiment proportionnée à leur richesse d'énergie. — Olga Dilevskaïa — égorgée en mars 1919 par des insurgés blancs sur une place publique de Tioumen — pressentant son arrestation imminente, avait écrit quelques jours auparavant à une amie : « Si je disparaissais, recueillez ma petite Irina. Cajolez-la un peu tous les soirs, avant qu'elle s'endorme, comme je le fais moi-même. Je ne puis admettre l'idée qu'elle soit privée de tendresse... » Et Jenny Lestopad, membre, sous le régime du hetman Skoropadski et de l'occupation allemande, du Comité Révolutionnaire clandestin d'Ukraine, témoin à Odessa des excès, des abus, des erreurs inévitables de la guerre civile (1919), atteinte dans son idéalisme, se suicide. Le suicide n'est pas une solution révolutionnaire. Mais, dans la défaillance qu'il atteste, assez rare d'ailleurs, nous voyons ici la preuve d'une haute valeur morale commune chez ces révolutionnaires.

LES LÉGENDAIRES

Il y a parmi les artisans peu connus de la révolution des hommes dont l'existence fait comprendre la formation des légendes héroïques. Ils sont entrés vivants encore dans la légende, ayant vécu par un constant exploit, inlassables, grands, admirés, suivis. Le propre du héros de la légende populaire — auquel ne ressemble le plus souvent en rien le héros conventionnel, fabriqué par la presse à grand tirage, les académies, les ministres grandiloquents et les chancelleries de Légions d'honneur pour le prestige des classes dirigeantes — c'est d'incarner, avec puissance et authentique noblesse, des masses en lutte et de leur être immensément utile. La pré-révolution russe avait eu des héros véritables, chers à des millions d'opprimés : ils étaient pour la plupart des justiciers et des sacrifiés, terroristes qui, seuls, allaient accomplir un geste terrible et mourir. On étudiait avec ferveur tous les détails de leur vie ; ils apparaissaient *uniques*, en dehors, au-dessus des masses effervescentes dont l'heure n'était pas venue. Les héros de la révolution sont beaucoup moins, malgré leur personnalité toujours très forte, connus et compris comme des individualités. Ils apparaissent en tête de foules se confondent avec elles, si bien qu'il est même souvent difficile de retrouver dans des pages d'histoire que leurs noms dominent les traits effacés de leurs biographies.

Que sait-on du légendaire Azine dont la division de cavalerie rouge fit la guerre sur la Volga et la

Kama, toujours insaisissable, toujours victorieuse, redoutée des uns comme un fléau, saluée des autres comme la révolution même ? Que c'était un ancien étudiant ; qu'il était l'âme de sa troupe ; qu'il prit aux blancs Ijevsk, Votkinsk, Sarapoul, prononça une offensive audacieuse vers Ekaterinbourg (1918) ; qu'il fut blessé sous Tsaritsine, que Dénikine mit sa tête à prix ; qu'il fut finalement capturé par les blancs — et tué...

Que sait-on de Kikvitze, socialiste révolutionnaire de gauche, organisateur de l'Armée Rouge en Ukraine, chef d'une division dans l'Oural, contre Koltchak dont le seul nom a gardé pour ceux qui connaissent les luttes de l'Oural, une signification épique ! Qu'il est tombé le 11 janvier 1921, dans un guet-apens, à l'âge de 25 ans...

Sivers a laissé dans quelques coins de l'Ukraine et chez les blancs — une semblable renommée. Cet officier de l'ancienne armée, bolchevik avant octobre 1917, rédacteur de la *Pravda des tranchées* devait dans les premiers jours de la guerre civile conduire la « brigade de fer » des mineurs du Donietz contre Krasnov et périr — tué — le 8 décembre 1918.

La même année, Krasnov faisait pendre un autre légendaire, le cosaque Fedor Podtielkov, d'Oust-Khopersk, le premier cosaque rouge. Petits propriétaires auxquels l'ancien régime accordait quelques faveurs et faisait subir un dressage spécial, imbus de vieilles traditions militaires, les cosaques représentaient en 1917-18 un élément social arriéré, obstinément contre-révolutionnaire. Fedor Podtielkov groupa cependant 76 premiers cosaques rouges. Son détachement fut fait prisonnier par la population même des villages où il s'était formé ; et ces 77 hommes furent fusillés après un simulacre de procès ; Podtielkov et un communiste furent pendus.

Un autre cosaque, Boutine (Ivan-Afanassiévitch) ne sera pas, de longtemps oublié par la Sibérie. C'était un vieux bolchevik. Il avait fait un an de prison en 1908-1909, puis été exilé en Sibérie à 21 ans. Son grand caractère en fit le chef révolutionnaire du Transbaïkal. En 1918 il préside le premier Congrès des cosaques rouges de l'Orient, puis défend Tchita contre les blancs. Il est partout obéi, écouté, électrisant les populations des bourgades de la steppe, suscitant au premier danger la résistance, expliquant, affirmant la révolution sociale. Les blancs le capturent. Vers le 20 juin 1918 on l'amène au wagon de la mort de Mokéevka, chez l'ataman Semenov, croyons-nous. La contre-révolution sibérienne avait des tortionnaires d'une science raffinée. Boutine savait son sort probable. On commença par le battre de verges. Il avait du poison : il le partagea entre ses deux compagnons de cellule, moins braves que lui devant la torture et la mort. Des prisonniers rouges le virent un jour sortir de la prison de Tchita avec 40 autres captifs qui ne revinrent plus. « Ils sortirent ensem-

ble d'un pas régulier, sa haute et droite figure au premier rang ; ils paraissaient entraîner leurs gardiens... » On croit qu'il fut brûlé vif dans la chaudière d'une locomotive. Sa dernière lettre se terminait par ces mots : *Pas de vengeance.*

LES BOURGEOIS

Dans toute révolution sociale quelques hommes d'élite appartenant aux classes réactionnaires s'en détachent et viennent se donner à ceux qui représentent la vie montante. Le nombre de transfuges de la bourgeoisie russe passés au prolétariat pendant la révolution même a été assez grand ; quelques-uns sont morts pour leur foi nouvelle, comme cet officier de marine N. A. Dreyer, de petite noblesse, fusillé en juin 1919, en vertu d'une décision du gouvernement socialiste d'Arkhangelsk, en qualité d'agitateur bolchevik ; comme le vieux général Nikolaev, passé à l'Armée Rouge, capturé par Youdenitch et pendu à Yambourg (1919) après avoir refusé de prendre du service chez les blancs ; comme cet autre général Stankiévitich, également passé à l'Armée Rouge et pendu par Dénikine, à Orel, en octobre 1919, dans des circonstances identiques.

Ils avaient trahi leur classe pour aller avec la vie vers l'avenir, trahi les exploités pour se donner aux libérateurs. La bourgeoisie en armes les a traités comme elle traite les prolétaires vaincus.

Victor SERGE.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro | 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

PAUL FRÉLICH

La Terreur Blanche en Allemagne

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité.



LÉON TROTSKY — SAINT GEORGES

Non moins amusant et ressemblant que le précédent est ce dessin de Denis, représentant Léon Trotsky en Saint-Georges terrassant le dragon de la contre-révolution, coiffé d'un haut de forme. Les originaux de Denis, en couleurs imitant les vitraux, sont naturellement très supérieurs à nos reproductions, qui donnent pourtant une idée du grand talent de l'auteur.

“ 1905 ”

Il va paraître prochainement un livre de Léon Trotsky dont on peut hardiment prédire qu'il prendra place parmi les classiques du communisme : « 1905 ». C'est une œuvre admirable, pleine d'enseignements dont tous les ouvriers du monde tireront profit, à la fois documentaire, historique, critique, et dont certains chapitres sont passionnants comme un roman d'aventures. Aucun observateur attentif du mouvement ouvrier ne pourra s'abstenir de connaître un tel livre, qui dépasse en intérêt tout ce qui a été publié sur la Révolution russe. Nous en publions ci-dessous la Préface, dont les lecteurs du Bulletin Communiste auront ainsi la primeur.

Les événements de 1905 apparaissent comme le puissant prologue du drame révolutionnaire de 1917. Pendant les longues années de réaction triomphante qui ont suivi, l'année 1905 est toujours demeurée à nos yeux comme un tout achevé, comme l'année de *la révolution russe*. Actuellement, 1905 n'a plus ce caractère individuel et essentiel, sans avoir pour cela perdu de son importance historique. La révolution de 1905 est directement sortie de la guerre russo-japonaise et, de la même manière, la révolution de 1917 a été le résultat immédiat du grand massacre impérialiste. Ainsi, par ses origines comme par son développement, le prologue contenait tous les éléments du drame historique dont nous sommes aujourd'hui les spectateurs et les acteurs. Mais ces éléments se présentaient dans le prologue sous une forme abrégée, non encore développée. Toutes les forces composantes qui sont entrées dans la carrière en 1905 sont maintenant éclairées d'une lumière plus vive par le reflet des événements de 1917. Le Rouge Octobre, comme nous l'appelions dès ce temps-là, a grandi et est devenu, douze ans plus tard, un Octobre incomparablement plus puissant et véritablement triomphant.

Notre grand avantage en 1905, à l'époque du prologue révolutionnaire, fut en ceci que nous autres, marxistes, étions dès lors armés d'une méthode scientifique pour l'étude de l'évolution historique. Cela nous permettait d'établir une explication théorique des relations sociales que le mouvement de l'histoire ne nous présentait que par indices et allu-

sions. Déjà, la grève chaotique de juillet 1903, dans le Midi de la Russie, nous avait fourni l'occasion de conclure que la méthode essentielle de la révolution russe serait une grève générale du prolétariat, transformée bientôt en insurrection. Les événements du 9 janvier, en confirmant d'une manière éclatante ces prévisions, nous amenèrent à poser en termes concrets la question du pouvoir révolutionnaire. Dès ce moment, dans les rangs de la social-démocratie russe, on se demande et on recherche activement quelle est la nature de la révolution russe et quelle est sa dynamique intérieure de classe. C'est précisément dans l'intervalle qui sépare le 9 janvier de la grève d'octobre 1905 que l'auteur arriva à concevoir le développement révolutionnaire de la Russie sous l'aspect qui fut ensuite fixé par la théorie dite « de la révolution permanente ». Cette désignation quelque peu abstruse voulait exprimer que la révolution russe, qui devait d'abord envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, ne pourrait toutefois s'arrêter là-dessus. La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en première ligne qu'en portant au pouvoir le prolétariat. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Tout au contraire, et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Dans ces conditions, elle devait se heurter à des démonstrations hostiles de la part des groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, et de la part aussi des masses paysannes dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir. Les intérêts contradictoires qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pouvaient aboutir à une solution que sur le plan international, sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale. Lorsque, en vertu de la nécessité historique, la révolution russe aurait renversé les bornes étroites que lui fixait la démocratie bourgeoise, le prolétariat triomphant serait contraint de briser également les cadres de la nationalité, c'est-à-dire qu'il devrait consciemment diriger son effort de ma-

nière à ce que la révolution russe devint le prologue de la révolution mondiale.

Bien qu'un intervalle de douze ans se place entre ce jugement et les faits, l'appréciation que nous venons d'exposer s'est trouvée complètement justifiée. La révolution russe n'a pu se limiter à un régime de démocratie bourgeoise. Elle a dû transmettre le pouvoir à la classe ouvrière. Si celle-ci s'est révélée trop faible en 1905 pour conquérir la place qui lui revenait, elle a pu s'affermir et mûrir, non point dans la république de la démocratie bourgeoise, mais dans les retraites cachées où la confinait le tsarisme du 3 juin. Le prolétariat est arrivé au pouvoir en 1917 grâce à l'expérience acquise par ses aînés en 1905. Les jeunes ouvriers ont besoin de posséder cette expérience, ils ont besoin de connaître l'histoire de 1905.

*
**

J'ai décidé d'ajouter à la première partie de ce livre deux articles dont l'un (concernant le livre de Tchérévanine) fut imprimé en 1908 dans la revue de Kautsky *Neue Zeit*, et l'autre, où l'on s'efforce d'établir la théorie de « la révolution permanente », et où l'on polémise avec les représentants de l'opinion qui dominait alors sur ce sujet dans la social-démocratie russe, fut publié (en 1909, je crois) dans une revue du parti polonais dont les inspirateurs étaient Rosa Luxembourg et Léo Ioguiches. Ces articles permettront, ce me semble, au lecteur de s'orienter plus facilement dans le conflit d'idées qui eut lieu au sein de la social-démocratie russe, durant la période qui suivit immédiatement la première révolution ; et ils jetteront aussi quelque lumière sur certaines questions, extrêmement graves que l'on agite aujourd'hui. La conquête du pouvoir n'a nullement été improvisée en octobre 1917, comme tant de braves gens se l'imaginent ; la nationalisation des fabriques et des usines par la classe ouvrière triomphante ne fut point non plus une soi-disant « faute » du gouvernement ouvrier qui aurait refusé d'entendre les avertissements des mencheviks. Ces questions ont été discutées et ont reçu une solution de principe durant une période de quinze ans.

Les conflits d'idées au sujet du caractère de la révolution russe dépassaient dès lors les limites de la social-démocratie russe et gagnaient les éléments avancés du socialisme mondial. La façon dont les mencheviks concevaient la révolution bourgeoise fut exposée très consciencieusement, c'est-à-dire dans toute sa franche platitude, par le livre de Tchérévanine. Les opportunistes allemands adoptèrent aussitôt, avec empressement, cette ma-

nière de voir. Sur la proposition de Kautsky, je donnai la critique de ce livre dans la *Neue Zeit*. Kautsky, à cette époque, se montra complètement d'accord avec mon appréciation. Lui aussi, de même que feu Mehring, s'en tenait au point de vue de « la révolution permanente ». Maintenant, un peu tard, Kautsky prétend rejoindre dans le passé les mencheviks. Il veut diminuer et ravalier son hier au niveau de son aujourd'hui. Mais cette falsification nécessitée par les inquiétudes d'une conscience qui, devant ses théories, ne se trouve point assez pure, est controuvée par les documents qui subsistent dans la presse. Ce que Kautsky écrivait à cette époque, le meilleur de son activité littéraire et scientifique (sa réponse au socialiste polonais Lusnia, ses études sur les ouvriers américains et russes, la réponse à l'enquête de Plékhanov sur le caractère de la révolution russe, etc.), tout cela fut et reste comme une impitoyable réfutation du menchévisme, tout cela justifie complètement, du point de vue théorique, la tactique révolutionnaire adoptée ensuite par les bolcheviks, que des niais et des renégats, avec le Kautsky d'aujourd'hui à leur tête, accusent maintenant d'être des aventuriers, des démagogues, des sectateurs de Bakounine.

Je donne comme troisième supplément un article intitulé *La Lutte pour le Pouvoir*, publié en 1915 à Paris dans le journal russe *Naché Slovo* et qui tente de démontrer que les rapports politiques, esquissés d'une façon assez nette dans la Première Révolution, doivent trouver leur confirmation définitive dans la Seconde.

*
**

En ce qui concerne les formes de la démocratie, ce livre ne présente point la clarté nécessaire, clarté qui manque également au mouvement dont on a voulu fixer l'aspect général. Cela est facile à comprendre : sur cette question, notre parti n'avait pas encore réussi à se faire une opinion complètement motivée dix ans plus tard, en 1917. Mais cette insuffisance de lumière ou d'expression ne venait pas d'une attitude préconçue. Dès 1905, nous étions infiniment éloignés du mysticisme de la démocratie ; nous nous représentions la marche de la révolution non point comme une réalisation des normes absolues de la démocratie, mais comme une lutte des classes, durant laquelle on utiliserait provisoirement les principes et les institutions de la démocratie. A cette époque-là, nous mettions en avant, d'une façon déterminée, l'idée de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ; nous estimions que cette conquête était inévitable et, pour en venir à cette déduction, loin de nous

baser sur les chances que présenterait une statistique électorale selon « l'esprit démocratique », nous considérions uniquement les rapports de classe à classe. Les ouvriers de Pétersbourg, dès 1905, appelaient leur soviét : « gouvernement prolétarien ». Cette dénomination circula alors et devint d'usage familier, car elle entraînait parfaitement dans le programme de la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Mais, en même temps, nous opposions au tsarisme le programme politique de la démocratie dans toute son étendue (suffrage universel, république, milice, etc., etc.). Nous ne pouvions faire autrement. La politique de la démocratie est une étape indispensable pour le développement des masses ouvrières, — à condition toutefois que l'on admette une réserve des plus essentielles : savoir que, dans certains cas, il faut des dizaines d'années pour parcourir cette étape, tandis qu'en d'autres circonstances la situation révolutionnaire permet aux masses de s'affranchir des préjugés démocratiques avant même que les institutions de la démocratie n'aient eu le temps de s'établir et de se réaliser. Le régime gouvernemental des S. R. et des mencheviks russes (de mars à octobre 1917) compromit intégralement la démocratie avant même qu'elle n'eût pu se fonder et se solidifier dans les formes de la république bourgeoise. Mais, même pendant cette période qui précéda immédiatement le coup d'Etat prolétarien, nous qui avions écrit sur notre étendard : « Tout le pouvoir aux Soviets », nous marchions encore sous les enseignes de la démocratie, sans pouvoir donner ni aux masses populaires ni à nous-mêmes une réponse définitive à cette question : que se passerait-il si l'engrenage de la démocratie ne s'adaptait pas à la roue du système soviétiste ? A l'époque où nous écrivions notre livre, de même que beaucoup plus tard, sous Kérénsky, il s'agissait pour nous, essentiellement, de préparer la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ; mais la question de droit restait au troisième plan, et nous ne nous préoccupions point de débrouiller des questions embarrassantes par leurs aspects contradictoires, alors que nous devions envisager la lutte pour surmonter des obstacles matériels.

La dissolution de l'Assemblée Constituante fut la réalisation révolutionnaire brutale d'un dessein qui aurait pu être accompli autrement, par des délais et par une préparation électorale conforme aux nécessités révolutionnaires. Mais l'on dédaigna précisément cet aspect juridique de la lutte, et le problème du pouvoir révolutionnaire fut carrément posé ; d'autre part, la dispersion de l'Assemblée Constituante par les forces armées du prolé-

tariat exigea à son tour une révision complète des rapports qui pouvaient exister entre la démocratie et la dictature. L'Internationale Proletarienne, en fin de compte, ne pouvait que gagner à cette situation, dans la théorie comme dans la pratique.

*
**

L'histoire de ce livre se présente en deux mots comme il suit : l'ouvrage fut écrit en 1908-1909, à Vienne, pour une édition allemande qui parut à Dresde. Le fond du livre allemand fut constitué par plusieurs chapitres du livre russe : *Notre révolution* (1907), mais avec des modifications considérables, introduites dans le but d'adapter l'ouvrage aux habitudes du lecteur étranger. La plus grande partie du livre fut réécrite. Pour publier cette nouvelle édition (russe), il a fallu reconstituer le texte, en partie d'après les manuscrits que l'on avait conservés, en partie en le retraduisant de l'allemand. J'ai recouru à la collaboration du camarade Roumer qui a exécuté ce travail avec un soin remarquable. Tout le texte a été revu par moi.

L. TROTSKY.

Moscou, le 12 janvier 1922.

AVIS IMPORTANT

Nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs de souscrire sans plus tarder à l'ouvrage de Léon Trotsky, « 1905 », dont nous publions ci-dessus la Préface. Non seulement ils paieront le livre 3 francs de moins qu'après la parution, mais encore ils seront sûrs ainsi de le recevoir dès la publication.

(Voir en dernière page.)

VIENT DE PARAÎTRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Entre Essen et Francfort

Poincaré, au lendemain de la Conférence d'Essen, jetait en prison les hommes de confiance de notre classe ouvrière. A la veille de la Conférence de Francfort, Theunis lance sa police, qui fut la police de Vandervelde, sur les chefs du Parti Communiste belge et le gouvernement français — at-folé par les gestes de révolte que multiplient les troupes d'occupation — engage de nouvelles poursuites contre l'Humanité.

Les violences de Poincaré-Theunis, parallèles à celles de Mussolini, tendent à enrayer l'action révolutionnaire. En fait ces répressions sauvages — autant que les attentions intéressées et si humiliantes prodiguées aux réformistes — manifestent que la 3^e Internationale demeure la seule organisation capable d'inquiéter sérieusement la bourgeoisie et par conséquent de servir le prolétariat.

Cachin et Monmousseau furent escortés à Essen par l'avant-garde consciente de la classe ouvrière française. Nos délégués seront appuyés à Francfort sur la sympathie enthousiaste des larges masses travailleuses.

Non moins qu'à l'action communiste ces progrès foudroyants sont dus à la réaction poincariste. Elle fait pour nous depuis un an la plus odieuse, mais aussi la plus productive des propagandes.

Jamais ne furent mieux soulignées l'hypocrisie de la défense nationale et la duperie de l'union sacrée. Jamais n'apparurent avec une telle netteté l'abîme qui sépare la bourgeoisie nationale du prolétariat national, la réalité internationale de la lutte de classe et de la solidarité prolétarienne.

Quelques semaines ont suffi pour faire éclater toute la sottise de M. Poincaré et l'impudence de ses promesses. Vénéral hier par la plupart des Français comme le vivant symbole de la revanche et de la victoire, ce personnage ne semble plus aujourd'hui aux foules désenchantées qu'un très humble commis du Comité des Forges, un instrument docile du capitalisme. Avec une rapidité inouïe les faits ont démontré le caractère purement bourgeois et impérialiste de sa politique. Il serait téméraire d'affirmer que la Ruhr sera le tombeau du capitalisme européen. Mais on peut parier à coup sûr que nous célébrerons joyeusement l'enterrement politique de M. Poincaré.

Le pauvre homme fut, il faut l'avouer, bien mauvais prophète.

Il avait dit : « L'occupation de la Ruhr améliorera notre change ». Mais la livre sterling, qui valait à peine soixante francs en janvier, s'achète près de quatre-vingts francs aujourd'hui.

Il avait dit : « L'Allemagne paiera les frais d'occupation. » Mais l'Allemagne ne paie pas et l'entretien des armées d'invasion absorbe près de cent millions chaque mois.

Il avait dit : « L'occupation de la Ruhr équilibrera notre budget. » Mais le déficit, prologue des révolutions, creuse toujours plus profondément son gouffre et, pour retarder l'inévitable banqueroute, le Trésor doit émettre d'urgence des dizaines de milliards d'obligations nouvelles.

Il avait dit : « L'occupation de la Ruhr nous donnera le charbon et le coke. » Mais le charbon et le coke n'arrivent plus. Des sommes énormes sont gaspillées à l'étranger pour les acheter à haut prix. Les hauts fourneaux s'éteignent et le chômage s'étend.

Poincaré avait dit encore : « Nous ne mobiliserons ni un cheminot ni un soldat », avec la bonne foi qui lui faisait dire, fin juillet 1914 : « La mobilisation n'est pas la guerre. » Mais plus de dix mille cheminots sont déjà mobilisés. Et Poincaré vient de décréter que la classe 1921, libérable le 5 avril, sera maintenue sous les drapeaux.

Il avait dit bien d'autres choses.

Jour après jour les faits, ces mêmes faits qui vérifient toutes nos prévisions, qui justifient toutes nos accusations, infligent à Poincaré les plus insolents démentis.

Selon lui l'occupation de la Ruhr devait assurer à la France la richesse, la sécurité et la paix. En réalité elle détermine l'écrasement des ouvriers et des paysans sous d'effroyables impôts, l'accroissement de la dette publique, l'avilissement du change, le gâchis des finances, la désorganisation de l'industrie, l'augmentation des exportations, l'élévation catastrophique du prix de la vie, le maintien sous les drapeaux de deux cent mille hommes. L'occupation de la Ruhr fait éclore des conflits de plus en plus aigus non seulement avec l'Allemagne mais avec l'Angleterre et les Etats-Unis. Elle entraînera certainement la rupture de l'Entente et probablement à plus ou moins brève échéance, une prochaine « dernière guerre ».

L'occupation de la Ruhr représente donc pour les ouvriers français l'étranglement des libertés politiques, l'aggravation des charges fiscales, le chômage, la misère et les risques atroces d'une nouvelle tuerie.

Si incomplet que soit ce résumé rapide de la situation en France, il suffit à expliquer quelles espérances notre prolétariat fonde sur la Conférence de Francfort, avec quelle impatience il attend ses décisions.

Au moment où la Conférence d'Essen se réunissait il n'avait pas encore mesuré dans son ensemble l'immensité du péril. Embarrassés de préjugés et d'illusions, abusés par les mensonges de chefs réformistes, tantôt dupes et tantôt complices de la bourgeoisie, beaucoup d'ouvriers français criaient à la démagogie communiste. Les répressions rageuses de Poincaré leur inspirèrent de salutaires réflexions. Et les faits, éclairés par nos commentaires, ont achevé leur évolution.

Dans leur majorité, les ouvriers français comprennent aujourd'hui que le conflit de la Ruhr n'est en aucune mesure le heurt de la nation française contre la nation allemande, mais le choc de deux impérialismes avides. Ils comprennent que la victoire du capitalisme français sur le capitalisme allemand ne permettrait pas seulement à notre bourgeoisie de réduire à l'état d'esclaves

les mineurs de la Ruhr, mais qu'elle leur assurerait la puissance nécessaire pour aggraver également les conditions d'exploitation des travailleurs français. Ils comprennent que même si l'occupation n'aboutit pas à une victoire décisive de l'impérialisme français, mais plutôt, ce qui est infiniment vraisemblable, à un compromis entre les capitalistes de deux pays, le danger n'en sera pas atténué. Loucheur et Stinnes, Schneider et Thyssen, provisoirement séparés sur une question de partage des dividendes, des fruits de l'exploitation du travail (60 % ou 40 %) se réconcilieront aux dépens des ouvriers français et allemands contre lesquels ils sauront s'unir très étroitement.

Ainsi le développement naturel des phénomènes capitalistes entraîne ce résultat — logiquement prévisible et cependant inattendu pour un Stinnes ou un Loucheur — de faire constater par les masses travailleuses des deux pays la réalité de la solidarité internationale prolétarienne puis, cette vérité une fois admise, la nécessité immédiate d'une vigoureuse action commune.

La classe ouvrière française sait désormais à quel point ses destinées sont liées aux destinées de la classe ouvrière européenne et surtout à quel point elle est intéressée au gain de la double et difficile bataille que livrent les travailleurs de la Ruhr sur deux fronts à la fois : contre la bour-

geoisie allemande et contre l'impérialisme français. Elle est prête à participer plus intensément à ce combat qui se réduit pratiquement pour elle à l'attaque sur un front unique : contre l'impérialisme français, contre Poincaré et le Comité des Forges.

La Conférence d'Essen avait jeté entre les prolétariats intéressés la base de cette alliance. Instruits par deux mois d'une expérience coûteuse mais féconde, plus fermement soutenus que leurs devanciers par la sympathie agissante de la classe ouvrière, les délégués à la Conférence sauront assurer la coordination des efforts. Ils donneront à chacun des directives plus précises et par conséquent plus efficaces.

Les violences de Poincaré — précieux hommage rendu à la valeur de notre agitation — ne peuvent que précipiter et développer le succès de l'action révolutionnaire.

La Conférence de Francfort ouvrira ses débats le 18 mars, à l'heure où dans tous les pays les communistes célébreront l'anniversaire de la glorieuse Commune parisienne. Et ce sera pour les ouvriers français une raison nouvelle de prouver au prolétariat mondial, par l'accomplissement tenace de leur tâche révolutionnaire, qu'ils n'ont pas cessé d'être dignes de leurs héroïques ancêtres.

Jacques SADOUL.

Le Congrès du Parti Ouvrier Norvégien

Le 23 février s'est réuni, à Christiania, le 26^e Congrès du Parti ouvrier norvégien. Ont pris part au Congrès 186 délégués, représentant environ 55.000 membres. En outre y ont assisté : 3 délégués de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, 1 représentant de l'Internationale de la Jeunesse Communiste et des délégués des Partis Communistes de Suède et de Bulgarie.

Le Congrès, le premier depuis le 3^e Congrès mondial, a acquis une importance internationale considérable du fait que le Parti norvégien y devait fixer son attitude vis-à-vis des décisions des deux derniers Congrès mondiaux, sur lesquelles, en plusieurs points importants, des différences d'opinions s'étaient manifestées au sein du Parti. Notamment sur l'organisation des Partis Communistes et de l'Internationale, sur les rapports entre les Partis et les syndicats et sur l'application de la tactique du front unique. En outre, le Congrès devait statuer sur la résolution du 4^e Congrès mondial traitant de la situation dans le Parti norvégien.

Dès avant le Congrès, la Centrale du Parti avait pris position. Dans sa séance du 21 décembre elle avait déclaré à la majorité des voix, inacceptables pour le Parti les décisions des Congrès mondiaux concernant le centralisme dans l'Internationale et les rapports entre les Partis Communistes et les syndicats ! Elle avait aussi rejeté la résolution sur le Parti norvégien comme étant fondée sur des informations unilatérales et inexactes. Par voie de conséquence elle avait décidé de proposer au Congrès du Parti de rompre ses liens organiques avec l'Internationale Communiste tout en reconnaissant en elle la seule Internationale ouvrière

politique et tout en se déclarant prêt à collaborer avec elle.

Cette résolution, qui ne signifiait pas seulement la rupture avec l'Internationale, mais aussi la scission dans le Parti lui-même, était vraiment de nature à jeter l'alarme dans toutes les couches du Parti.

Au commencement de janvier se réunit, en séance extraordinaire, le Comité Exécutif élargi du Parti. Un représentant de l'Internationale, Radek, assistait à cette séance. La majorité du Comité Central s'étant convaincue que le Parti n'accepterait pas la rupture avec l'Internationale, retira sa résolution du 21 décembre, et une proposition du camarade Radek précisant, conformément aux résolutions internationales, les rapports entre le Parti et l'Internationale, fut votée à l'unanimité.

Ce vote montrait à tout le monde que le Parti tenait fermement à ses liens organiques avec l'Internationale Communiste. Il écartait la crise en dépit des graves divergences d'opinions qui existent au sein du Parti.

Ces divergences de vues ne pourront disparaître qu'avec le temps. Comme vient de le montrer le Congrès même, elles subsistent, mais il est tout à fait clair qu'aucun danger ne menace plus ni l'unité du Parti, ni ses liens avec l'Internationale Communiste.

Le Parti norvégien est un parti ouvrier de masse. Il est bâti sur les syndicats ouvriers affiliés collectivement. Il ne possède pas des membres individuels. Ce fait, créé historiquement, explique l'existence dans le Parti de certaines tendances syndicalistes ainsi que ses traditions décentralistes et son insuffisance manœuvrière.

D'autre part, la population de la Norvège compte un grand nombre de *petits paysans* que la crise économique sévissant dans le pays et la grande Révolution russe ont rendus *accessibles* à la propagande communiste. Ce fait, *caractéristique* l'époque révolutionnaire que traverse le monde capitaliste, impose au Parti Communiste *une nouvelle tactique et une forme d'organisation correspondante*.

C'est sur le terrain du conflit entre les conceptions et les formes traditionnelles d'une part, et les nouvelles tâches révolutionnaires du Parti d'autre part, que s'est produite la crise actuelle.

Le prolétariat norvégien a soutenu une série d'actions de masses dans lesquelles s'est accrue sa *conscience révolutionnaire*. Grâce à sa propre expérience et à l'expérience révolutionnaire des autres pays, il acquiert de plus en plus la conviction qu'il ne pourra pas accomplir ses tâches révolutionnaires en dehors de la collaboration des ouvriers de tous les pays *unis dans une Internationale révolutionnaire, qu'il ne pourra briser le joug du capitalisme sans le concours effectif des paysans pauvres* de son propre pays et sans la transformation de son Parti en une *organisation de combat* capable de diriger les masses laborieuses révolutionnaires des villes et des campagnes.

Le Parti ouvrier de Norvège est dans la transition : *Parti-Syndicat il se transforme en Parti d'avant-garde des ouvriers et paysans révolutionnaires*. Il est bien naturel que les survivances syndicalistes et les traditions décentralistes se *heurtent* à la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et aux principes du centralisme démocratique sur lesquels sont bâtis les Partis Communistes. Il se crée ainsi dans le Parti *deux fractions ; mais ces fractions ne représentent en aucune manière deux tendances opposées et irréconciliables ; elles ne sont que les reflets de deux moments consécutifs de l'évolution organique et salutaire du Parti vers les nécessités de l'époque révolutionnaire*. La fraction *Tranmael* était jusqu'à présent de beaucoup la plus puissante. Mais la fraction *Scheflo*, qui est pour l'adoption immédiate et sans réserve de la tactique et des formes d'organisation de l'Internationale, gagne sans cesse du terrain. Toutefois faut-il reconnaître que quelques fautes tactiques de *Scheflo*, qui est à la tête du groupe parlementaire du Parti, notamment le vote par ce groupe de la loi sur l'arbitrage obligatoire et l'appui systématique donné au gouvernement de « gauche » qui, en réalité, n'était qu'un gouvernement bourgeois, ont été bien exploitées par la fraction *Tranmael*. Mais ce ne sont pas des arguments *contre l'Internationale* puisque l'Exécutif a, le premier, relevé et condamné ces erreurs.

Les deux fractions avaient utilisé le court intervalle séparant le Congrès de la réunion du Comité Central élargi pour faire la propagande et mobiliser leurs forces. Elles avaient travaillé avec une telle énergie que tous les délégués vinrent au Congrès leur siège fait, appartenant à l'une ou l'autre des fractions. La fraction *Tranmael* se groupait sur la *proposition* dite de *Christiania*, et celle de *Scheflo* fut pour *l'approbation pure et simple* de toutes les décisions des Congrès mondiaux. *Mais toutes les deux se placèrent sur le terrain de l'unité du Parti et de la conservation de ses liens organiques avec l'Internationale Communiste*. Pas une voix ne s'est fait entendre pour la scission dans le Parti ou pour la rupture avec

l'Internationale. Au contraire, avant la clôture du Congrès *les délégués des deux fractions ont manifesté par un vote unanime la pleine confiance du Parti dans l'Internationale et sa ferme volonté d'exécuter loyalement toutes les décisions des Congrès internationaux et de l'Exécutif*.

Les débats du Congrès qui ont duré trois journées et auxquels ont participé plus de 40 orateurs, ont été d'une haute tenue et se sont poursuivis dans une atmosphère de tolérance mutuelle, montrant que le Parti norvégien dispose d'un cadre assez nombreux de militants ayant une préparation marxiste suffisante. La signification *morale* de ces débats a été grande. Ils ont montré à quel point est arrivé le Parti dans son *évolution vers le communisme*. Et leur sens *pratique* a été d'indiquer laquelle des deux fractions devait encore avoir la *prépondérance dans la direction du Parti*. Le vote a donné 94 voix à la proposition de *Christiania* et 92 voix à celle de la délégation de l'Internationale soutenue par le camarade *Boukharine*. La tranchante critique faite par *Boukharine* des survivances du passé dans le Parti et surtout l'idéologie anticommuniste qui tâche de s'infiltrer dans le Parti par la voie du groupe d'intellectuels « *Mot Dag* » n'a pas manqué de produire un profond effet. Mais elle ne pouvait pas influencer le vote du Congrès, la fraction *Tranmael* ayant préalablement voté la proposition de *Christiania* dans une de ses réunions. Après cela le Congrès eut vite épuisé et souvent à l'unanimité les autres points de l'ordre du jour : changements de statuts, tactique dans les communes, etc. Il a été décidé la *réorganisation* du Parti sur la base de *l'affiliation individuelle* et le changement de titre des journaux « *socialdemocrates* » du Parti. C'est une preuve que le Parti norvégien est décidé à exécuter loyalement les décisions des Congrès internationaux.

L'Internationale Communiste peut être *pleinement satisfaite* de l'évolution du Parti ouvrier de Norvège. L'attachement des ouvriers norvégiens pour l'Internationale est puissant. Les traditions cèdent aux nécessités de l'époque révolutionnaire. Le passage définitif du Parti à l'affiliation individuelle accélérera plus encore ce procès. En fait, les conceptions de l'Internationale Communiste sont dès aujourd'hui *prépondérantes dans les provinces*. Des 122 délégués de provinces 77 ont voté pour la résolution du Comité Exécutif. C'est la *Capitale* qui a donné la victoire par 49 voix contre 15 à la proposition de *Christiania*. Nous voyons venir le jour où le Parti norvégien ne se contentera plus d'exécuter les décisions de l'Internationale, mais se sentira entièrement solidaire de celle-ci.

V. KOLAROV.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.



1905

PAR
Léon TROTSKY

Un magnifique volume
grand in-octavo de 400 pages dont
19 PLANCHES HORS-TEXTE
(2 en couleurs)
sur papier glacé

- Prix de souscription -
- - - 12 francs - - -
- Après la parution -
- - - 15 francs - - -

Tous ceux qui veulent profiter du prix réduit de 12 fr, doivent se hâter. Le livre paraîtra bientôt. A dater de la mise en vente, le prix sera de 15 francs.

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

Autres œuvres de TROTSKY :

Terrorisme et Communisme 7 »
Nouvelle Étape 4 »
Entre l'Impérialisme et la Révolution 4 »
Les trois livres : 15 francs

Les souscripteurs de « 1905 » qui commanderont aussi ces trois volumes ne les paieront que :

12 francs les 3

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

UN ÉVÉNEMENT DANS LA LIBRAIRIE

Par les soins de la Librairie de l'« Humanité », prochainement paraîtra le nouveau livre de

LÉON TROTSKY

consacré à la Révolution russe de 1905

Traduit par **PARIJANINE**

C'est une œuvre d'un intérêt extraordinaire qui dépasse de beaucoup tout ce qui a été écrit sur la Révolution russe.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux chefs d'une Révolution qui ouvre une ère nouvelle dans l'Histoire de l'humanité.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux dirigeants de la première République prolétarienne, la République des Soviets de Russie, qui couvre un sixième de la surface des continents,

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des plus grands orateurs révolutionnaires, un brillant polémiste, un dialecticien de premier ordre, un théoricien érudit,

Léon TROTSKY est aussi un grand écrivain et un historien.

1905 son nouveau livre, éclaire d'une vive lumière toute l'histoire de la Révolution russe.

1905 n'explique pas seulement la Révolution de 1905, elle explique aussi celle de 1917. On ne peut comprendre celle-ci sans connaître la première.

1905 est indispensable à quiconque s'intéresse à la Russie, à la Révolution, au mouvement ouvrier mondial.

1905 a sa place marquée dans toutes les bibliothèques et sur la planchette à livres du plus humble militant.

1905 PARAITRA TRÈS PROCHAINEMENT

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné (nom et prénoms).....

Adresse

Localité, département

vous adresse la somme de :

12 francs (14 francs pour recevoir par poste, recommandé), montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution.

24 francs (28 francs pour recevoir par poste, recommandé), montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution, et des 3 livres de Trotsky déjà parus.

(Biffer la mention inutile).

Envoyer ce bulletin à M. HENRI SUCHET, 120, rue Lafayette, PARIS (10^e). — Chèque postal : 25-517.

CEUX QUI VEULENT LE LIVRE RELIÉ AJOUTERONT :
6 fr.75 pour une reliure en basane: 10 fr. pour une reliure chagrin